

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
JEUDI 30 AVRIL 1970  
N° 452, 1,50 F



**Solidarité  
ouvrière**

**A bas la loi scélérate !**

# Elargir la lutte contre la loi scélérate

La lutte contre la loi scélérate de Pleven-Marcellin-Chaban est d'une importance capitale pour le mouvement ouvrier tout entier. Contrairement à ce qu'essayent de faire croire les tenants du régime, tous les travailleurs sont en fait visés et il est nécessaire que contre elle le mouvement ouvrier tout entier se mobilise. Un premier résultat a été obtenu par le meeting unitaire de la Bourse de Travail de Paris le 23 avril dernier. On peut donc espérer qu'à partir du 29 avril les initiatives des travailleurs seront nombreuses et de plus en plus massives. Mais il est clair qu'on ne peut encore crier victoire. Le parti socialiste, le par-

ti radical à en juger d'après leurs prises de position publiques les plus récentes, n'apparaissent pas très désireux de voir se développer des actions de masse qui mettraient en lumière le peu de consistance qu'ils ont dans les milieux populaires. Ils freinent donc autant qu'ils le peuvent la mobilisation des travailleurs.

Encore une fois on est obligé de constater que seules les organisations les plus proches des masses sont aptes à mener une lutte conséquente pour la défense des libertés démocratiques. Mais même à ce niveau (des syndicats au P.C.F.) tout n'est pas réglé. Le

P.C.F. s'accroche à sa politique d'unité de la gauche alors que c'est le front unique des travailleurs qui doit répondre pour l'essentiel aux manœuvres du pouvoir. A l'heure où nous écrivons on ne sait pas encore s'il pourra y avoir dans les principales villes de France et notamment à Paris des manifestations de lutte contre la loi scélérate et la répression à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai. On ne sait pas non plus si les formes d'action de masse (meetings, manifestations, grèves de masse) seront partout à la hauteur de la situation. Le P.S.U. pour sa part s'emploiera à ce que les exclusives tombent et à ce que la lutte se développe. T.S.



# L'U.D.R. veille sur nos libertés

Jacques Gallus

La France croyait avoir une majorité U.D.R. plus réactionnaire encore que son gouvernement. Erreur! Elle vient d'apprendre avec surprise qu'elle était composée au contraire de braves

gens libéraux, prêts à défendre rigoureusement nos deux droits les plus sacrés : boire en paix et manifester librement. S'il existait dans ce pays une menace de répression généralisée

nous voilà donc rassurés : nos meilleurs défenseurs sont à l'Assemblée, qui plus est, ils sont à l'U.D.R. ou chez les giscardiens tel ce M. de Gaitty, nouveau héros de la défense des libertés publiques.

Il est vrai que certains commentateurs mal intentionnés laissent entendre qu'il pourrait bien y avoir peu de rapport entre la réticence de l'U.D.R. à voter la loi et son souci des libertés démocratiques. Certains osent même avancer qu'il ne s'agit là que d'une façon comme une autre de faire comprendre au gouvernement qu'on aimerait être traité avec moins de désinvolture. On murmure également que si M. Pleven n'avait pas été centriste, il aurait eu plus de chance. Avec la loi anti-casseurs du moins — car pour l'alcool, il est des intérêts avec lesquels il faut compter...

Mais tous ces bruits sont, bien sûr, sans fondement. Jamais la majorité n'a pu vouloir faire du gauchisme un bouc émissaire destiné à détourner le mécontentement populaire.

La vérité, nous le savons, c'est que l'U.D.R. veille sur nos libertés...

Faut-il donc que les travailleurs soient ingrats pour ne pas le reconnaître ! □

**critique socialiste**

pour une théorie et une pratique révolutionnaire

Revue théorique du Parti Socialiste Unifié. Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraître. En vente à « Editions Syros », 54, boulevard Garibaldi, Paris. C.C.P. 19.706.28.

- L'exemplaire : 5,00 F.
- Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

**PANTHÉON**

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Butch Cassidy et le Kid**

ANDRÉ BARJONET · ABRAHAM BEHAR · CHARLES BERG · DENIS BERGER · SERGE BERNARD · JACQUES COURTOIS · SERGE DEPAQUIT · FRANÇOIS DUBURG · MICHELFIANT · GILBERT HERCET · MARC HEURGON · FRANCE JOLIVET · ALAIN KRIVINE · SERGE MALLET · GILLES MARTINET · JACQUES MORAND · GILBERT MURY · ROGER PANNEQUIN · PHILIPPE ROBRIEUX · EMMANUEL TERRAY · JEAN-CLAUDE VESSILIER · JEAN-PIERRE VIGIER

**QUERRETRIE**

71, RUE DULONG, PARIS 17<sup>e</sup>  
ABONNEMENTS (1 AN) : 6 Nos 28 F  
DE SOUTIEN A PARTIR DE 50 F  
LE NUMERO SPECIAL 6 F  
CCP LA SOURCE 31.568.97

# La riposte unitaire des travailleurs

Philippe Simon (1)

Le vote, la mise en pratique de la loi sur les « formes nouvelles de la délinquance » — loi digne des colonels grecs ou des dictatures d'Espagne et du Portugal — risquent de marquer un tournant très grave dans la vie politique de ce pays. Face à la révolte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes des ouvriers, des paysans, des commerçants, le régime Pompidou-Marcellin vise cette fois, en effet, l'ensemble des actions que mènent, que pourront mener les ouvriers, les paysans, les commerçants. Devant une politique de répression qui se veut globale, la riposte se devait d'être massive et unitaire. Nous voici réunis ici ; c'est un premier pas.

Le Parti Socialiste Unifié tient à réaffirmer que cette riposte peut et doit s'élargir et qu'il fera tout pour qu'il en soit ainsi. Nous affirmons, tout d'abord, que, face à la répression gouvernementale, la solidarité ne saurait être sélective. Face aux coups de l'adversaire commun, la solidarité ne se négocie pas. Nous sommes solidaires de tous les militants révolutionnaires emprisonnés, qu'il s'agisse des camarades marxistes-léninistes arrêtés pour reconstitution de ligue dissoute, ou des rédacteurs du journal *la Cause du peuple*. Nous sommes solidaires des camarades de Lutte Ouvrière interpellés lors de la campagne « l'État nous roule mais ne nous transporte pas ». Nous sommes solidaires des trois ouvriers C.G.T. de Vernon inculpés pour avoir collé des affiches concernant la libération des soldats emprisonnés, campagne que nous organisons avec les camarades de la Ligue Communiste.

Nous affirmons que l'élargissement de cette action intéresse au premier chef les organisations révolutionnaires, que le gouvernement — pratiquant ici l'amalgame mystificateur — appelle sans distinction « gauchistes ». Les organisations ouvrières et démocratiques ne peuvent accepter que le gouvernement développe la politique du bouc émissaire : « C'est la faute aux étudiants », « C'est la faute aux gauchistes. » Et Marcellin, *l'Aurore*, *le Parisien Libéré* de cacher l'échec flagrant de leur politique économique et sociale en donnant en pâture des « meneurs », des « comploteurs ». Vieille tactique des pouvoirs bourgeois menacés que le mouvement ouvrier connaît bien et qu'il ne peut accepter. La lutte contre la politique de la répression se doit

d'intéresser les organisations les plus directement frappées depuis des mois.

Que dit le gouvernement Marcellin ? « Nous maintiendrons l'ordre coûte que coûte. » « Nous empêcherons toutes les violences. » Mais de quel ordre s'agit-il ? Qui ose parler de violence ?

Quand dans une entreprise le patron licencie un délégué du personnel, ou simplement un ouvrier pas suffisamment docile, qui pratique la violence ? Est-ce l'ouvrier qui défend ses camarades auprès de la maîtrise ou du patron, est-ce l'ouvrier qui se bat pour sa dignité d'homme et refuse l'esclavage de l'usine-bagne ou le patron ? Notre camarade délégué, par la simple décision d'un patron, au pouvoir absolu, despotique, féodal, se retrouve débauché, sans ressources, lui, sa femme, ses gosses. N'est-ce pas un fait de violence ? De cela on ne parle pas : cela fait partie de l'ordre, de leur ordre — de leur ordre bourgeois ; on comprend qu'ils soient prêts à tout faire pour le défendre.

De quoi s'agit-il aujourd'hui ? La bourgeoisie française est contrainte de pratiquer une politique de rentabilisation à outrance ; il lui faut rendre ses affaires « compétitives », comme elle dit. Alors, eh bien dans les entreprises c'est — et les ouvriers de la région parisienne sont bien placés pour le savoir — une augmentation systématique des cadences depuis des mois. Ces cadences effrénées, ces cadences infernales, n'est-ce pas un fait de violence intolérable contre l'ouvrier, sa santé, son équilibre, sa dignité ? « Deviens robot ou crève ! »

Par contre, lorsque les ouvriers de Valourec à Aulnoye occupent leur entreprise, séquestrent leur directeur, toute la bourgeoisie crie à la violence... ou envoie les C.R.S., qui saccagent les bureaux du directeur, et envoient des grévistes à l'hôpital. Voilà pour les déprédations.

Alors, de quoi s'agit-il ? Eh bien, le gouvernement sacrifie, toujours pour le même souci de rentabilisation, de course aux profits, de compétitivité, des milliers et des milliers de petits paysans, de petits artisans et commerçants ; et quand ceux-ci, poussés au désespoir, coincent des ministres dans des cours de fermes pour obtenir un brin d'explication, ils se retrouvent au tribunal. Il faut défendre l'ordre et l'auto-

rité. Quand les routiers bloquent les routes, quand les artisans et commerçants manifestent, même réponse du pouvoir.

De quoi s'agit-il alors ? La politique des Pompidou, des Marcellin, de la bourgeoisie de ce pays exige de tels sacrifices, provoque une telle situation de désordre permanent qu'elle ne peut plus permettre la moindre contestation, la moindre opposition sous peine de voir tout son système se gripper, se déséquilibrer. Alors elle prend peur. Faible, le pouvoir multiplie le nombre de ses flics, aggrave les mesures répressives, cherche des boucs émissaires.

Ils ont essayé de nous endormir, de nous duper, de nous chloroformer avec leur politique de participation, de contrats de progrès, de concertation, de nouvelle société. Mais entre le ronron des discours et les promesses vagues, entre les leurres de l'intégration et la dure réalité de la vie quotidienne du travail et de l'exploitation, l'écart était trop grand. Le sirop, ils ne nous l'ont pas fait avaler. Alors, puisque le baudet ne trotte pas après la carotte et que l'ordre veut que le baudet avance, allons-y du bâton. Les coups de bâton, camarades, c'est la violence quotidienne, c'est la violence permanente de la dictature bourgeoise, c'est l'ordre bourgeois. Si le baudet se cabre, on crie à la violence, au désordre, aux déprédations. Non, camarades, c'est la violence légitime du peuple. Depuis quand la lutte de classes se dirait-elle avec des fleurs ? Mai 68 n'est pas si loin et les masses de ce pays y ont beaucoup appris, et cela aussi le pouvoir le sait et s'en inquiète.

En conclusion, le Parti Socialiste Unifié estime nécessaire de développer le front unitaire défensif pour la sauvegarde des libertés démocratiques. Mais il estime aussi que si le gouvernement aggrave sa politique répressive, c'est pour faire front à une montée, pour lui redoutable, de la lutte de classes.

La meilleure des ripostes, c'est alors de prendre l'offensive. C'est pourquoi nous appelons à l'unité de combat, en toute priorité au sein des entreprises, de toutes les forces anticapitalistes de ce pays. □

1) Intervention au meeting unitaire du 23 avril à Paris.

# Un bruit de bottes

Jean-Pierre Gauvain

Chacun sait que la « lutte contre la pollution » est à l'ordre du jour. Le bien-être du plus grand nombre deviendrait-il le souci dominant des dirigeants bourgeois ? Assisterait-on à une révision déchirante, à une nouvelle « nuit du 4 août » ? Que MM. les cadres administratifs se rassurent ! Dans son numéro de janvier-février, la « Revue Administrative » leur apprend, sous le titre « Doctrine et information générale », ce que recouvre, en fait, le terme « pollution ». (Précisons que cette revue est bimestrielle, qu'elle est presque exclusivement à usage interne — elle n'est déposée que dans quatre librairies — et que son Comité d'Honneur est composé d'anciens ministres, de conseillers d'Etat, de préfets, de directeurs d'administration, etc., et de M. Michel Debré.)

dre de l'appareil d'Etat, dont l'attention était déjà attirée par le grand titre « doctrine », ralentit d'instinct son rythme de lecture :

« ... La complexité de la tâche est accrue par les difficultés rencontrées dans l'application. La législation est, en effet, souvent insuffisante, ou n'intervient que tardivement. Des obstacles d'ordre technique, économique, financier, empêchent, d'autre part, de prendre des mesures contraignantes, ou même parfois de faire appliquer des textes existants, et le souci de respecter les libertés traditionnelles empêche les préfets d'intervenir dans des cas où pourtant, la protection des populations est en jeu. »

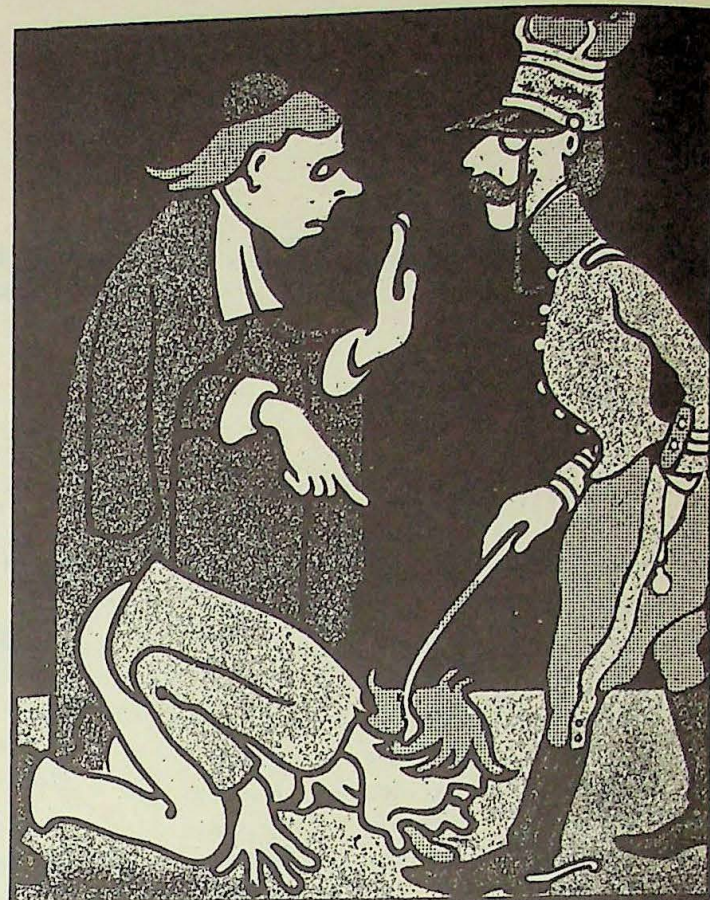
« Mesures contraignantes » ? « Respect des libertés » ? Mais

## Multiplier les ghettos

Bien entendu, les livres d'histoire diffusés dans les écoles, les missels et toute la sainte littérature diffusée dans les églises, « France-Dimanche », l'O.R.T.F., « Le Figaro », « Nous Deux », « Jour de France », tout cela est sain et stimulant. On ne dénoncera jamais assez la pollution des âmes et les nouvelles formes de délinquance. Quant au « périmètre de protection », il pourrait être constitué par un réseau de barbelés : l'expression « ghetto universitaire » prendrait alors tout son sens. Profondément satisfait, M. Dupont poursuit :

« (...) La réglementation du droit de grève... »

« L'insuffisance de la réglementation du droit de grève a été particulièrement mise en



Je le crois mûr pour la caserne (1902)

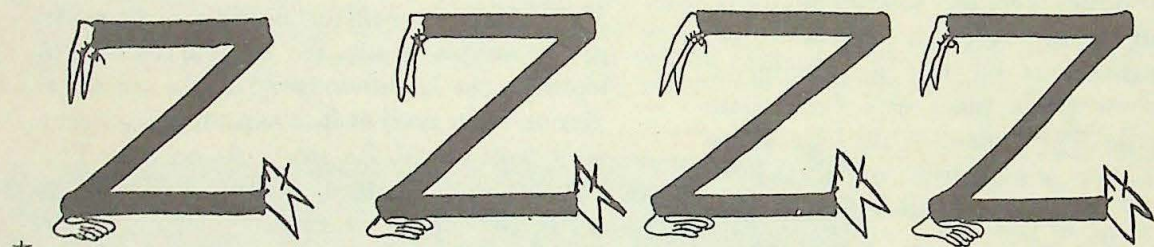
proprement dit, la grève (...) dans la mesure où elle peut être regardée comme un acte de rébellion contre l'Etat, employeur mais aussi autorité, ... présente également un incontestable caractère révolutionnaire. (...) Tout en étant conscient des limites de telles mesures, il semble qu'il serait possible de constituer des groupes de personnels spécialisés capables d'intervenir efficacement en cas de crise grave. (...) Pourrait être également étudiée la constitution d'un corps civil spécialisé d'intervention, à partir du corps de défense existant. »

## Le meilleur des mondes

Enfin, de saines mesures ! La nouvelle société va pouvoir prendre forme : il était temps ! Certes, tout cela n'ira pas sans difficultés, car comme le remarque justement le « rapport de synthèse » de MM. les préfets : « "La peur du gendarme est le commencement de la sagesse", mais il n'est pas possible de mettre des policiers tout au long des routes. » Et pourquoi pas ? Il suffira de multiplier les postes de Kommandantur et de mettre au point

un réseau national d'ordinateurs reliés à un grand ordinateur central. On y mettra le temps qu'il faudra, afin d'instaurer le meilleur des mondes d'ici 1984. « La "société sauvage" menace déjà les fondations de la "nouvelle société" », s'inquiète la « Revue administrative » dans son éditorial. N'y allons donc pas par quatre chemins. La loi contre les « casseurs » n'est qu'une première mesure. D'autres suivront. Ainsi s'instaurera à l'échelle du pays cette sublime mentalité que le même éditorial prête aux fonctionnaires : « Notre administration publique a su tout de même conserver un certain nombre de valeurs ailleurs compromises : le sens de son devoir civique, le respect d'une autorité et d'une hiérarchie nécessaire, l'habitude et la réserve dans ses revendications. N'allons surtout pas inciter nos ministères, nos préfetures, nos services extérieurs à s'inspirer des jeux du campus universitaire, sous prétexte de modernisation ! Et soyons circonspects en matière de réformes "internes" (...) »

Vers une société de lèche-bottes, Françaises, Français, en avant ! □



Deputés de la "majorité" allant voter la loi scelerate.

## A nouvelle société nouvelle doctrine

« La lutte contre les multiples formes de pollution est en train de devenir l'une des préoccupations majeures des pouvoirs publics. L'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur y a consacré en novembre dernier, un intéressant colloque, au cours duquel de nombreux préfets ont exposé sans fard les modalités de leur action et les difficultés rencontrées. C'est un résumé de ces difficultés, extrait du rapport de synthèse, que nous publions aujourd'hui avec l'intention de revenir prochainement sur ce problème fondamental qui touche à tous les aspects de "l'ordre dans la cité". »

« L'ordre dans la cité » ? La pollution relèverait donc du maintien de l'ordre. C'est ce que sous-entend, en effet, le titre qui suit :

« La protection des populations contre les agressions de la vie moderne : ses difficultés. »

Mais la suite est encore plus intéressante, et M. Dupont, ca-

de quoi diable s'agit-il donc ? De mettre en cause le principe sacré de la « liberté d'entreprise » ? Non, puisqu'il est écrit, plus loin : « A une époque où les problèmes de l'emploi deviennent de plus en plus ardues à résoudre, il n'est guère pensable qu'un préfet s'oppose à la construction ou à l'extension d'une usine importante, ou impose sa fermeture, dès lors que les inconvénients constatés ne dépassent pas un certain seuil. » Eh bien alors ?... Perplexe, M. Dupont continue sa lecture « (...) domaine de la circulation (...) domaine de la salubrité (...) La protection morale des populations, et spécialement de la jeunesse. »

M. Dupont pousse un profond soupir. Ainsi, c'était donc ça ? Voilà donc pourquoi M. Pompidou, aux Etats-Unis... Comme il avait raison ! On n'insistera jamais assez sur les méfaits de la pollution !

« (...) Il serait, par exemple, souhaitable qu'un périmètre de protection soit créé aux alentours des Maisons de Jeunes et des établissements scolaires, à l'égard des distributeurs de tracts, d'imprimés et de toutes publications jugées dangereuses pour la jeunesse... »

lumière au cours des événements de mai 1968. Il n'est certes pas question de remettre en cause ce droit essentiel des travailleurs mais les graves répercussions qu'a eu, sur l'ensemble de la vie économique du pays, l'arrêt généralisé du travail, de près de 10 millions d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires, les conditions dans lesquelles se sont déroulées les grèves, (...) ont montré, à l'évidence, qu'il était nécessaire, non seulement d'apporter certains aménagements au droit actuel, mais également de prévoir, à l'échelon national, des mesures spéciales pour y faire face efficacement. (...) Il serait notamment indispensable que le législateur précise dans quelles conditions il entend autoriser l'exercice du droit de grève dans le secteur privé, qu'il s'agisse de son déclenchement (...) ou qu'il s'agisse de son déroulement (interdiction des piquets de grèves) (...). La question de la grève générale paraît, elle aussi, devoir être repensée, en tenant compte du fait qu'elle est essentiellement un acte révolutionnaire qui risque de mettre en cause l'organisation même de la société. (...) Dans le secteur public

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

# Des mots magiques

Jean Verger

La polémique à l'intérieur du mouvement ouvrier s'est toujours accompagnée de l'utilisation d'épithètes fortement colorées, pour caractériser tel ou tel adversaire politique.

Marx, Engels, Lenine, Rosa Luxemburg n'ont pas manqué d'utiliser des mots souvent plus que savoureux pour caractériser ceux qui se laissaient dévorer par les tentations du réformisme. Kautsky après 1914 était un « renégat », les socialistes qui en 1914 soutinrent la politique de leur bourgeoisie nationale étaient des « social-chauvins » ou des « social-patriotes » : ces épithètes n'étaient pas des injures en l'air, destinées simplement, par la magie du mot, à vilipender les capitulards. Elles étaient utilisées au terme d'une analyse politique profonde : les socialistes à la Jules Guesde et à la Kaustky, étaient bien devenus des « patriotes », des « chauvins » qui laissaient passer les intérêts de leur propre bourgeoisie avant ceux du prolétariat. Pendant toute la période qui a précédé la victoire de Staline en U.R.S.S., puis dans les différents partis communistes, les mots n'étaient pas des objets vides de sens qu'on pouvait mettre à toutes les sauces.

L'ère stalinienne a changé (aussi) tout cela ! le dogmatisme et la scholastique ont dénaturé le sens des mots, les ont détachés de leur contenu réel. Les pseudo-héritiers de Lénine ont gardé les mots : socialisme, dictature du prolétariat, démocratie ouvrière, etc., tout en travestissant leur contenu. On a commencé par fustiger l'opposition : les « gauchistes » d'alors ont d'abord été taxés « d'aventurisme », puis accusés d'être les « agents de l'impérialisme », pour finir par être les « agents de Hitler et du Mikado ». Rappelons-nous les sinistres épithètes utilisées par feu Vichinsky, procureur aux procès de Moscou...

## Pour escamoter toute analyse

Parallèlement, pendant la ligne dite « de la 3<sup>e</sup> période », de 1928 à 1934, les socialistes furent taxés de « sociaux-fascistes » : refusant d'envisager toute politique de front unique avec les socialistes, contre la montée du fascisme, le dirigeant communiste allemand Thaelmann expliquait que « l'arbre nazi nous cache la forêt

social-démocrate » : les socialistes étaient donc des « sociaux-fascistes », l'ennemi prioritaire à abattre ! Comme le mot « fasciste » avait une résonance profonde parmi les masses, avec son halo d'horreur et de répulsion, il suffisait de l'accoler au mot « socialiste » pour escamoter ainsi tout essai d'analyse sérieuse. De même, pendant la campagne de Staline contre la Yougoslavie de Tito, à partir de 1949, on a affublé Tito et les communistes yougoslaves de toutes les injures : Tito-fasciste, Yougoslavie fasciste, etc... Rappelons, pour rafraîchir quelques mémoires défaillantes, un extrait significatif d'un article de Georges Cogniot (Cahiers du Communisme n° 6, juin 1950) : « Léon Mauvais a montré en particulier, que certains militants, voire certains dirigeants du parti, continuent à parler du Titisme comme s'il s'agissait d'une déviation, d'un courant erroné du mouvement ouvrier, alors qu'il représente, selon les termes de Maurice Thorez, « la dernière relève du « Trotskysme », c'est-à-dire un ramassis fasciste d'espions et d'assassins aux ordres des fauteurs de guerre impérialistes. »

## Une évolution se dessine

Faut-il également imputer au stalinisme, à ses séquelles durables, la tendance fâcheuse qu'ont les camarades maoïstes, eux-aussi, à accoler le mot « fasciste » à celui de « réviso » ? L'escalade de la violence verbale et de la dénaturation des mots, traduit l'impasse ou l'inexistence de toute pensée révolutionnaire. Alors on passe de la violence magique du mot à la violence physique, au sein même du mouvement ouvrier : ce ne sont pas, malheureusement, les maoïstes qui ont commencé à importer au sein du mouvement ouvrier ces méthodes d'agression, et nos camarades du P.C.F. devraient s'en souvenir !

Toute opposition de gauche à la ligne du P.C.F. étant toujours par définition le fait de provocateurs, d'agents subjectifs ou objectifs de la bourgeoisie (autres mots magiques passe-partout), le P.C.F., par la logique des choses, s'est toujours refusé à engager avec l'extrême gauche révolutionnaire toute discussion sur le fond.

Mais une évolution se dessine pourtant, qui nous semble positive : jusqu'à ce que la

loi scélérate soit mise en avant par le gouvernement, le P.C.F. dans les paroles ou les écrits de ses dirigeants, parlait des « fascistes de droite ou de gauche », ou bien encore des « fascistes de toutes obédiences » (cf. le discours de G. Marchais, rue Marie-Rose).

Aujourd'hui, Laurent Salini dans « l'Humanité-Dimanche » du 26 avril, descend d'un cran l'échelle des mots et explique que les « casseurs ne sont pas des révolutionnaires : ce sont des « gauchistes-Marcellin » ; les groupes révolutionnaires, selon Laurent Salini, « affublés d'étiquettes diverses, sont des instruments du pouvoir quand ils ne sont pas guidés par des agents de la police. Avec ceux-là, il n'y a aucune « solidarité » possible : ils sont au service du gouvernement ; ils font son jeu ; ils lui donnent ses prétextes... etc. »

## Une graduation dans la complicité

Si nous analysons bien tout cela, nous nous apercevons d'une certaine graduation dans la complicité des « groupes » avec Marcellin : — Il y aurait ceux qui sont directement au service du gouvernement (accusation très grave : il faut les nommer et bien entendu les expulser du mouvement ouvrier).

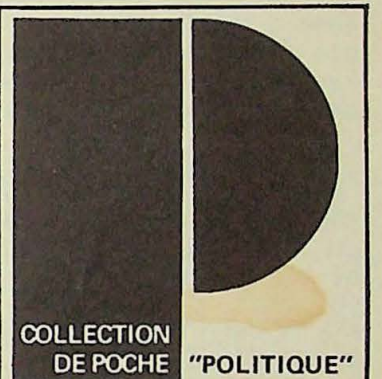
— Il y aurait ceux qui font le jeu du gouvernement : de quelle manière ? Quelques exemples précis seraient nécessaires. Font-ils le jeu consciemment du gouvernement ? Est-ce « objectivement » ? Qu'est-ce que cela recouvre ? etc.

— Il y aurait ceux qui « donnent des prétextes au gouvernement » : là, l'accusation ne semble pas sérieuse, car la bourgeoisie trouvera toujours suffisamment de prétextes pour attenter elle-même à sa propre démocratie.

En définitive, si la première accusation — la seule sérieuse — était maintenue par nos camarades du P.C.F., ne faudrait-il pas, comme il était d'usage autrefois, dans le mouvement ouvrier, constituer un jury d'honneur, chargé d'examiner au fond, ces accusations ? Ne serait-ce pas, une fois pour toutes le moyen de supprimer au sein du mouvement ouvrier, les accusations perfides, les insinuations, bref, d'en finir avec la magie des mots ?



Elie Kagen



COLLECTION DE POCHE "POLITIQUE"

DIRIGÉE PAR JACQUES JULLIARD

**RENÉ DUMONT**

**CUBA EST-IL SOCIALISTE ?**

Les 4 périodes du socialisme cubain : La rébellion romantique, la socialisation bureaucratifiée, l'annonce du communisme égalitaire... En attendant : les dures réalités d'une société militaire... "La révolution, tu sais, c'est difficile", dit Fidel Castro.

VOLUME DOUBLE **6,50 F**

**BERNARD LAMBERT**

**LES PAYSANS DANS LA LUTTE DES CLASSES**

Préface de Michel Rocard

La terre passe sous la domination du capitalisme industriel - L'unité du monde paysan éclate - Les agriculteurs, nouveaux prolétaires - Contre la mystification réformiste - Pour une agriculture française socialiste.

VOLUME SIMPLE **5 F**

**SEUIL**

**tribune**

socialiste

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Jean-Louis Auduc, Henri Boley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Maquette  
Claude Picart

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré à 32.000 exemplaires

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)

Téléphone :

Administration : 783-19-20

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois ..... 22 F

1 an ..... 43 F

de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 28 65

REGIE PUBLICITAIRE  
M.S.B. Conseil

28, rue des Petites-Ecuries  
PARIS-10<sup>e</sup> - Tél.: 824-67-85 87  
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,  
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.

# Halte à la répression

Michèle Vannesse

Trois travailleurs de Vernon, Jack Houdet, Dominique Rousseau, et Florial Ordonez sont prévenus d'avoir à Saint-Marcel, le 28 janvier, apposé dans un lieu public des affiches intitulées « l'armée emprisonne ».

Le texte de cette affiche n'est pas une élocution des prévenus ; il a été signé par des noms les plus prestigieux de la littérature, de la médecine, de la science et des arts français : de J.-P. Sartre au Docteur Minkowski, de Micheline Presle et Laurent Schwartz à Jean Rostand, des hommes politiques : Michel Rocard, Alain Krivine, etc.

Des centaines de milliers de ces affiches ont été collées dans toute la France. Le Ministre de l'intérieur n'est jamais intervenu sur ces collages ; il n'a interdit que les « réunions publiques pouvant porter atteinte au moral de l'armée ».

Il ne s'agit même pas de questionner si le « moral de l'armée » est atteint par sa propre nature ou par la critique qui lui est portée. Il ne s'agit pas d'approuver ou de combattre le texte de cette affiche. Il s'agit simplement de savoir si l'on est décidé à tolérer encore que des colleurs d'affiches soient poursuivis en vertu d'une certaine loi sur la presse du 29 juillet 1881,

loi qui fut édictée pour réprimer les activités d'une fraction du mouvement ouvrier français au lendemain de la Commune.

Le problème est beaucoup plus simple. Depuis Mai 68 les organi-



sations syndicales et politiques deviennent gênantes pour le pouvoir dans la région vernonoise. Il fallait s'attendre donc à une réaction.

Si la pénalisation correctionnelle peut être bénigne, il y a les à-côtés :

— Perte de salaire pendant toute la durée de la suspension pour

les deux prévenus travaillant au L.R.B.A. (Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques). En effet, Jack Houdet et Dominique Rousseau ont été, par décision du 1<sup>er</sup> avril 1970, du Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale, suspendus de leurs fonctions « à compter de la date de la citation à comparaître devant l'instruction judiciaire compétente et jusqu'au jugement à intervenir à la suite de la plainte déposée à leur encontre ». (Décret du 26 février 1897 et instruction du 21 janvier 1955 relative au régime disciplinaire des ouvriers d'Etat).

— Les atteintes à la liberté d'expression qui se généralisent, c'est pour cette liberté d'expression que nous nous sommes battus, en particulier en Mai 68, et que nous continuerons à nous battre. Un comité de défense des trois travailleurs a été créé, sur le plan national par le P.S.U. et la Ligue communiste. Sur le plan local, ce comité regroupe les organisations

régionales (les délégations CFDT des grandes entreprises de la région, la C.G.T. du L.R.B.A., l'U.L.F.O., le P.S.U. et la Ligue communiste de Haute-Normandie et les sections de Vernon et d'Evreux ; un prêtre du secteur de Vernon.

Ce comité veut lutter pour :

- la défense des travailleurs de Vernon,
- la défense de la liberté d'expression,
- réagir contre toutes les formes de répression qui s'abattent actuellement sur les travailleurs.

Il a organisé, le 24 avril, un meeting à Vernon, avec des représentants des différentes organisations et syndicats, Manuel Bridier et Alain Krivine.

Le 29 avril, un meeting se tiendra à Evreux avec Michel Rocard. □

## spécial jeunes

CHEVAL en Haute-Provence, 1 s. : 250 F, tout compris ; 2 s. : 450 F. BRETAGNE, séjour et travail chez des militants ruraux, 2 s. : 250 F ; 1 mois : 450 F. MONTAGNE, dans l'Oisans : 1 s. : 300 F. En juillet et août.

## à la découverte «des» socialismes

ALBANIE, 18 jours : 1.460 F - ALGERIE, 3 s. : 850 F - CUBA, 3 s. et 4 s. : à partir de 1.850 F - POLOGNE, 3 s. : 850 F - ROUMANIE, 3 s. : 1.340 F - SUEDE, 2 s. : 990 F - TCHECOSLOVAQUIE, 2 s. et 3 s. : à partir de 730 F - U.R.S.S., 3 s. : 995 F - YOUgosLAVIE, 3 s. : 890 F. En juin, juillet, août, septembre. Tout compris (sauf la Suède : en demi-pension).

## tiers-monde

MOYEN-ORIENT, 2 s. : 820 F (tt compris) - MEXIQUE, 1 mois : 1.640 F (transport seul) - PEROU-BOLIVIE, 4 s. et 7 s. : 2.350 F (transport seul) - SENEGAL-MALI, 4 s. : 1.300 F (demi-pension) - R.D.V.N. En juillet et août.

## transports-avion

NEW YORK - Los Angelès - Montréal - Québec - Londres - Copenhague - Helsinki - Rome - Athènes - Oslo - Tel-Aviv - Istanbul - Berlin - Lisbonne - Genève - Amsterdam - Bombay - Nairobi - Tokyo.

## Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 325.00.09.  
Lyon : Tél. : 29.57.64.

A envoyer à Découverte et Culture, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6<sup>e</sup>

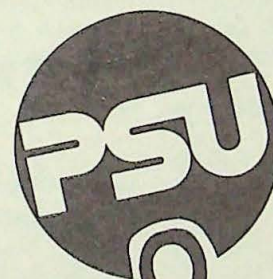
Je désire  Recevoir une documentation  
 M'inscrire.

PAYS :

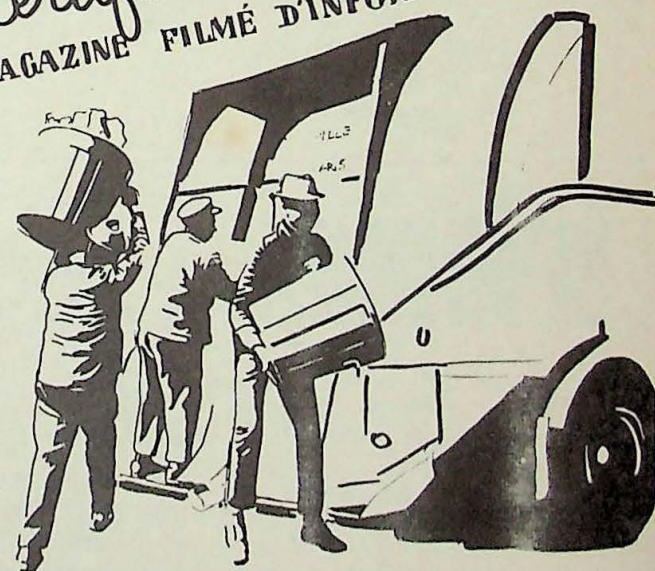
NOM

ADRESSE

PRENOMS



certifié exact... n° 6  
MAGAZINE FILMÉ D'INFORMATION



Travailleurs  
Etrangers

avec

**Michel ROCARD**

secrétaire national du

**PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ**

imp. 81 rue mademoiselle - PARIS 15-

dimanche matin  
10 mai à 10 heures

36 bld Barbes

au cinema

**BARBES - PALACE**

# Grève dans le supérieur

Albert Rousselles

Les 23 et 24 avril, la direction nationale du S.N.E.Sup. avait lancé un appel à la grève. Pour la minorité de gauche, cette grève, sur des mots d'ordre corporatistes et dont le caractère électoral paraissait évident, était une grève-enterrement.

Il avait donc été décidé que la section S.N.E.Sup. Droit-Sciences Eco de Nanterre ne ferait pas grève.

Mais devant le mécontentement croissant des enseignants face à la répression et au démantèlement de l'Université, face aux tentatives de la direction nationale de demeurer sur

le terrain strictement professionnel, des militants du P.S.U. et de l'A.J.S. décidèrent de profiter du mot d'ordre national pour entreprendre une action de masse vis-à-vis des non-syndiqués sur les mots d'ordre de la minorité :

- lutter contre la répression politique et policière.
- action avec les étudiants.
- libération des étudiants emprisonnés.
- non à la loi scélérate.

La section S.N.E.Sup. « continuons le combat » se rallia à cette initiative

malgré quelques résistances isolées. Ces 4 mots d'ordre rencontrèrent très vite un écho favorable parmi les enseignants, parfaitement conscients de la précarité de leur position face au pouvoir d'Etat. Ce n'était plus l'expression d'un mécontentement, mais une prise de position politique.

En reprenant les revendications professionnelles du syndicat national, mais en les liant aux problèmes actuels de la répression qui remettent en cause la liberté dans l'Université et dans le pays, il a été possible d'aboutir à une grève presque complète des assis-

tants de Sciences Economiques et de la majorité des assistants de Droit.

C'est la première fois que se dégage une telle majorité parmi les enseignants de Nanterre. Cette grève doit permettre de sortir du cadre des actions minoritaires. L'action vers les non-syndiqués peut aboutir, pour autant qu'on le veuille, à une mobilisation qui dépasse largement les éléments politisés. C'est une leçon que nous retenons de la grève à Nanterre-Droit, il faut savoir profiter des événements, pour faire avancer la prise de conscience collective. □

## Étudiants-travailleurs : même combat

La propagande gouvernementale, aidée par la grande presse et celle du P.C.F., cherche à creuser un fossé entre les étudiants révolutionnaires et les travailleurs.

Empêcher que se joignent les luttes des différents secteurs permet au pouvoir de masquer provisoirement les contradictions qui le minent. Cela permet à l'opposition réformiste d'éviter le retour de mouvements trop puissants à l'occasion desquels elle risquerait, comme en Mai 68, de se trouver débordée.

Pour les uns et pour les autres, il s'agit d'établir un cordon sanitaire entre les universités et les lieux de travail, d'isoler les révolutionnaires, de casser les reins des organisations baptisées « gauchistes » pour la circonstance. D'un côté c'est la répression, de l'autre des dénonciations à peine voilées.

Ce parallélisme des attitudes n'est pas limité au secteur étudiant. Le pouvoir et l'opposition (« calme, digne et responsable ») se retrou-

vent pour traquer en tous lieux les gêneurs qui ne se satisfont pas de ronrons revendicatifs et de quelques élections.

La section P.S.U. de la gare de Lyon a organisé le 16 avril un débat entre étudiants, enseignants et cheminots. Cette réunion a montré que, sur le terrain de la lutte de classes, un langage commun pouvait être trouvé entre les étudiants et les travailleurs.

Les questions posées par les cheminots conduisirent les étudiants, appartenant aux diverses facultés et grandes écoles parisiennes, à préciser leur position sur les points suivants :

### 1. LES DEGRADATIONS DE MATERIEL

On sait tout le parti que le gouvernement et la presse cherchent à tirer des casses qui se produisent. Exemples à l'appui, les étudiants montrèrent qu'il y avait là une exploitation délibérée allant de la pure et simple fausse nouvelle

à l'exagération systématique des faits.

Ils soulignèrent également le silence qui entoure en général l'intervention des groupes d'extrême droite qui, quelquefois sous l'œil bienveillant de la police, sont à l'origine de la plupart des bagarres.

### 2. LE SENS POLITIQUE DES LUTTES ETUDIANTES

L'Université, pas plus que l'Etat, n'est « neutre ». Elle est un instrument aux mains des classes dominantes pour former sur le plan technique et sur le plan idéologique les cadres soumis dont le capitalisme a besoin. L'Université n'est pas en dehors de la lutte de classe. Le rôle des étudiants révolutionnaires est d'en faire prendre conscience à l'ensemble de leurs camarades et de les amener à refuser cet état de choses. Ce combat rejoint celui de la classe ouvrière dans les entreprises. Le pouvoir le sait bien : sa répression frappe tous les militants, qu'ils soient ouvriers, étudiants ou enseignants.

Dans ces conditions, il est facile de comprendre pourquoi la majorité des étudiants a refusé la cogestion. Participer aux élections universitaires, c'était tomber dans le piège tendu par Edgar Faure, se faire le complice du gouvernement, aider le capitalisme à aplanir ses difficultés.

A l'entreprise ou à l'Université, la participation signifie intégration et abandon de la lutte.

### 3. LE PROBLEME DES CADRES

Pour disqualifier les étudiants révolutionnaires, le P.C.F. souligne

qu'ils sont rarement des fils d'ouvriers, que plus tard ils deviendront des cadres et changeront leurs options politiques. Si cet argument était indiscutable, on ne comprendrait pas le grand effort que fait, par ailleurs, le P.C.F. pour séduire les ingénieurs et cadres. (Voir I.T.C.-Actualités.)

Le problème existe néanmoins et préoccupe les travailleurs. Un cadre est-il forcément intégré au régime capitaliste ? Ne convient-il pas de distinguer entre différentes sortes de cadres ? Le technicien est-il plus ou moins au service de la bourgeoisie que le contremaître ? L'ingénieur de recherche se compromet-il moins que l'ingénieur de production ? Dans quelle mesure ces diverses catégories participent-elles à l'exploitation du travail salarié ? Comment est-il possible de les gagner à la cause ouvrière ?

### 4. LE ROLE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

A l'issue des débats, les participants s'interrogèrent sur la meilleure manière de joindre les différentes luttes et de résoudre les contradictions entre les diverses couches de salariés.

Ils conclurent que le facteur unifiant le plus décisif existe au niveau politique, celui du parti révolutionnaire. Quelques organisations prétendent être ce parti. Le P.S.U. n'a pas cette prétention, mais il a l'ambition d'être le ferment du futur parti dont étudiants et travailleurs ont besoin. □

**SAMEDI 2 MAI ET DIMANCHE 3 MAI**  
**JOURNÉE NATIONALE**  
**DU TEXTILE**

Rendez-vous au siège du P.S.U. de Roubaix. Responsable : Robert MALVY, 97, rue d'Oran, Roubaix.

# Roubaix : selon la mode du XIX<sup>e</sup> siècle

Rémy Grillault

Le mardi 28, plusieurs centaines de Roubaisiens ont participé à un meeting au cours duquel Michel Rocard a pris la parole. C'est aussi dans cette ville du Nord que les 2 et 3 mai se tiendront les journées nationales du textile, dans le cadre du secteur « entreprises ».

D'une manière ou d'une autre, n'importe quel Français a pu se faire une certaine idée de Roubaix : des pavés, des usines, un ciel gris, l'arrivée d'une course cycliste ou l'adresse d'un magasin de vente par correspondance. Ces images ne disent pas l'essentiel : Roubaix est une ville essentiellement ouvrière née avec le capitalisme et livrée à une exploitation honteuse.

Ce n'était qu'un petit bourg au début du siècle dernier. En moins de cent ans, Roubaix et Tourcoing ont « pompé » de la population à cent kilomètres à la ronde, en France comme en Belgique. Faut-il rappeler ce qu'a subi la classe ouvrière ? Journées de 16 heures, travail des enfants, entassement dans des logis insalubres, mortalité infantile. Puis le patronat est allé chercher sa main-d'œuvre de plus en plus loin. Des ouvrières de la région minière viennent encore tous les jours en autocar pour travailler dans les filatures et les tissages. Inutile de dire que les heures non payées de trajet s'ajoutant aux heures de travail laissent peu de « temps de vivre ».

Dans les taudis du siècle dernier, des Algériens et des Portugais ont remplacé les Français et les Belges d'origine, partis habiter des immeubles et des maisons de la périphérie, nouveaux, certes, mais de construction médiocre. Aujourd'hui cette classe ouvrière est menacée : dans le textile, les emplois diminuent à une cadence vertigineuse.

## Demain : le chômage

Comme cela s'est déjà produit en 1697, il faut s'attendre à voir des milliers de chômeurs sur le pavé dès la prochaine crise. Or, dans l'agglomération de Roubaix-Tourcoing, la moitié des salariés travaillent dans le textile ou l'habillement.

Quand des porte-parole de la bourgeoisie viennent parler de la « médiocrité du tissu urbain », du « coût exorbitant de la reconversion et de la restructuration », pour préférer des implantations industrielles et urbaines dans des zones vierges, ils dressent le constat d'échec d'une industrialisation et d'une urbanisation guidée par la loi du profit.

Echec ? Pas pour tout le monde. Des fortunes se sont bâties et les privations de la classe ouvrière ont permis une accumulation de capital telle que des trusts nationaux se sont créés à partir de l'agglomération.

## Une "tribu" patronale

Un patronat catholique autochtone a régné jusqu'à nos jours sur Roubaix-Tourcoing. Des saints hommes d'exploiteurs, quoi ! Ils ont interprété les

encycliques des papes à leur manière. Au siècle dernier, on obligeait les ouvriers à prier sous peine de renvoi et on dirigeait des œuvres de bienfaisance. Puis on a mis en place des structures paritaires qui ont permis au patronat de mettre en tutelle toute la vie du travailleur, notamment en prenant en main un important secteur du logement social.

Il s'est créé ainsi un style onctueux d'exploitation et un paternalisme aux formes changeantes visant à neutraliser la classe ouvrière.

Les Dewavrin, Masurel, Lepoutre, Motte, Pollet, Toulemonde et d'autres encore forment une tribu patronale où l'on se marie entre cousins. Il ne faut pas s'étonner de voir naître dans un milieu pareil des fils à papa peu intelligents et qui ne demandent qu'à vivre royalement sur la situation acquise.

On se contente donc de recueillir les bénéfices — et de gérer à la petite semaine. Les salaires restent bas et tout ce qui est gagné par les lois sociales est rattrapé sur les cadences de travail. Aujourd'hui encore, sur la base de 40 heures, la majorité des salaires restent inférieurs à 700 F par mois. Inutile d'investir : ça coûte trop cher pour ce que ça rapporte.

## " Non ! aux industries nouvelles "

Et, surtout, il ne faut pas que viennent s'implanter d'autres industries qui s'aviserait d'offrir des salaires supérieurs. Dès qu'on sent venir une velléité de ce genre, la tribu fait bloc pour empêcher toute implantation.

Il y a quelques années, dans la banlieue de Roubaix, la municipalité de Watrelos était disposée à vendre des terrains au lieu-dit « la Martinoire », afin d'accueillir des industries nouvelles. Des entreprises électromécaniques risquaient de s'y installer. On ne connaît pas tous les dessous de l'affaire. Mais il est établi que la chambre patronale a fait obstruction par tous les moyens dont elle disposait et a fait acheter des terrains de la Martinoire par le C.I.L. (comité interprofessionnel du logement, l'un des organismes paritaires).

Démarches et pressions auprès des pouvoirs publics, achats de terrains là où d'autres industriels semblaient vouloir s'installer, tels sont les principaux moyens que le patronat a mis en œuvre pour maintenir le statu quo. Le public n'apprend cela que par bribes. Un beau jour, on parle d'une implantation à Wasquehal d'une usine de piles électriques. Et puis, à la trappe, le projet !

D'autres bruits ont couru. Ainsi, la laine et le coton sont d'excellents combustibles. On assiste parfois à des épidémies d'incendies dans l'agglomération. Il en est qui font le rapprochement entre de telles « séries » et des histoires de stocks qui s'accumulent et de matériel à renouveler. Nous ne les suivrons pas dans cette voie, pas plus que nous ne généraliserons

le cas de ce petit patron au bord de la faillite et qui a comparu devant le tribunal pour avoir mis le feu à son usine.

« Pas de vagues ! On vous laisse survivre, laissez-nous bien vivre ! » S'il en avait eu la franchise, tel aurait pu être le langage du patronat du textile envers les ouvriers. Mais cela ne dure pas toujours.

## Des bandes rivales

Exploiter ainsi une main-d'œuvre que l'on peut rapidement mettre au courant, cela peut aussi bien se faire dans les pays du tiers monde. D'aucuns y ont pensé.

Et puis, le Marché commun a mis le textile roubaisien en face de ses concurrents italiens et allemands.

Enfin, les découvertes doivent permettre au textile de tendre vers l'automatisation. Dépassées les usines où l'on emploie beaucoup d'ouvriers mal payés ! L'avenir est aux grandes unités de production où travailleront peu de salariés que l'on essaiera tout de même de payer le moins possible.

Tout cela ne cadre pas très bien avec les pratiques des patrons roubaisiens. Le règne de beaucoup d'entre-eux touche à sa fin. Ils sentent d'autant plus le sol se dérober sous leur pieds que le gaullisme exprime la forme actuelle du capitalisme. Le pouvoir favorise la création de trusts sous le contrôle des banques d'affaires.



D.R.

Comme chez les gangsters, il existe des bandes rivales chez les capitalistes. Ainsi, les frères Willot ont commencé à faire fortune par les pansesments, au grand dam de la tribu patronale. Le pouvoir gaulliste a appuyé ces « jeunes loups » du capitalisme, qui se sont mis à absorber des entreprises à une cadence accélérée. De petits industriels, ils sont devenus des financiers. Le trust qu'ils dirigent occupe 20.000 salariés dans 70 usines, dont 35 dans le Nord-Pas-de-Calais, s'est implanté en Afrique Noire et contrôle des grands magasins parisiens : le « Bon Marché » et la « Belle Jardinière ».

Dans l'industrie lainière, le groupe Prouvost vient en tête des groupes européens. Il produit 30 % de la laine peignée française. Sa filiale aux U.S.A. produit 20 % de la laine peignée amé-

ricaine. Il contrôle 62 sociétés, dont 21 à l'étranger et s'est implanté dans la presse et l'édition (le « Figaro », « Marie-Claire », « Paris-Match », « Télé Sept-Jours », etc.).

Boussac et D.M.C.-Gillet étant surtout implantés dans la région lilloise, c'est surtout autour de Prouvost et d'Agache-Willot que se concentre l'industrie textile à Roubaix. Récemment Lepoutre est tombé dans les mains de Prouvost comme un fruit mûr.

Ceux de la tribu textile que les malheurs des temps ont éliminés de la direction des affaires, ne se portent pas trop mal. Les uns touchent des dividendes et des salaires de cadres. D'autres rejets de la tribu se lancent dans des secteurs nouveaux comme les hypermarchés « Auchan ».

## En 7 ans, le textile a perdu le tiers de ses salariés

Toutes ces manœuvres et cette course à l'hégémonie pourraient n'être que du mauvais cinéma. Mais ce sont les travailleurs qui paient la transformation du capitalisme, comme ils ont payé son développement puis sa stagnation.

De janvier 1962 à janvier 1969, à Roubaix, Tourcoing et dans les environs, le nombre des salariés du textile est passé de 74.072 à 51.662. En 7 ans, l'industrie textile a donc perdu le tiers de ses effectifs. Pendant ce temps, la productivité augmentait continuellement. En période de crise comme en 1967, des milliers de travailleurs sont jetés sur le pavé. A la fin de l'an dernier, 9 teintureries ont fermé leur portes : 1.261 licenciés dont 701 à Roubaix.

Ce n'est pas un poste de cadre avec dividendes à la clé qui attend l'ouvrier licencié. Si une minorité de salariés licenciés retrouvent des emplois équivalents ou moins mauvais qu'auparavant, pour la majorité, c'est l'angoisse devant les traites, l'humiliation de la quête d'emploi, le déclassement...

A la suite du licenciement d'une ouvrière des Mines, un frontalière belge et un célibataire algérien cherchent du travail ailleurs qu'à Roubaix. Ces travailleurs n'apparaissent pas parmi les demandes d'emplois du bureau de main-d'œuvre. Celui-ci continue donc à pondre des statistiques rassurantes. Mais le chômage ne se déplace pas indéfiniment.

Si aujourd'hui, la moitié des salariés roubaisiens travaillent dans le textile, les travailleurs de cette industrie étaient hier la majorité. Le changement de proportion n'est dû qu'à la chute d'emploi dans le textile. On n'a pas vu venir d'industries nouvelles. A la prochaine crise dans le textile, on verra affluer une masse de chômeurs et des larmes de crocodile se verseront dans les milieux patronaux (elle est comme cela, la bourgeoisie roubaisienne).



Il n'empêche qu'aujourd'hui, les projets de zones industrielles aux abords de Roubaix et de Tourcoing n'en finissent pas de mûrir. Les patrons roubaisiens voudraient qu'elles n'accueillent pas des industries nouvelles, mais des entreprises textiles installées actuellement dans le centre de la ville, l'Etat subventionnant le déménagement !

## Dans les taudis : 25.000 roubaisiens

Et la bourgeoisie de se lamenter sur la médiocrité du tissu urbain.

Ne préconise-t-elle pas l'implantation dans des zones vierges selon la loi du profit ? Eh bien, l'agglomération de Roubaix-Tourcoing en est le parfait exemple, selon la mode du XIX<sup>e</sup> siècle. Autour des usines se sont agglutinées des rangées de constructions médiocres, serrées les unes contre les autres, avec des postes d'eau et des W.C. communs, sans air, sans lumière, pourries à la base par l'humidité. On les a appelées les « courées » car elles étaient construites derrière des maisons ayant façade sur rue. De celle-ci on n'accédait à la courée que par un étroit passage. 25.000 Roubaisiens habitent encore ces demeures réduites à l'état de taudis. Beaucoup sont retraités ou des travailleurs immigrés.

On devine les conséquences de conditions de vie aussi dégradantes : maladies, mortalité infantile (Roubaix détient encore le record de France), délinquance et alcoolisme (on s'évade comme on peut d'un univers aussi déprimant).

Pour se donner bonne conscience on rappelle volontiers que les courées ont été construites par une petite bourgeoisie avide de placements fructueux. Que le patronat ne se dérobe pas : les comparses affectés aux sales besognes ne doivent pas faire oublier les chefs de gangs.

## Mainmise sur les terrains

Par la suite, le patronat a voulu se donner meilleure réputation. Il dispose aujourd'hui de deux outils : le comité interprofessionnel du logement (C.I.L.) et du P.A.C.T. (propagande et action contre les taudis). Avec le C.I.L., organisme paritaire, promoteur de logements sociaux, le patronat contrôle la politique foncière, peut, comme on l'a vu, empêcher les implantations industrielles, peut tricher le fisc et tient le personnel à sa merci. Le P.A.C.T. repète des vieilles maisons, bourgeoises ou non, et des locaux industriels inoccupés. On y loge ceux qui n'ont pas assez d'argent pour être logés par le C.I.L. ou les H.L.M. On fait d'une pierre deux coups : liquider des immeubles difficilement vendables et placer des prolétaires sous une tutelle étroite.

A la fin de l'an dernier est né un nouvel organisme : l'ORSUCOMN (organisation pour la suppression des courées dans la Métropole). Depuis 150 ans qu'elles existent, les courées commencent à devenir scandaleuses. Le patronat a donc tenu colloque. Il s'agissait de faire l'union sacrée. Un patron s'est même déclaré prêt à manifester à Paris. On aura tout entendu ! Ne riez pas : cette ORSUCOMN est une bonne affaire pour certains. Après du C.I.L. et du PACT, les agents immobiliers siègent dans la commission de relogement. De la clientèle vient à eux. C'est du tout cuit ! Mieux : un notaire membre du



PACT a vendu pour 24.000 F une maison en courée, alors qu'il savait que cette maison fait partie d'un groupe à détruire. L'ouvrier qui l'a achetée est maintenant lié par des prêts.

Certes, on détruit des courées. Mais avec quel mépris pour leurs habitants ! L'A.P.F. a dénoncé plusieurs cas récents. Rue de Mouvaux, un groupe de maisons est racheté par les H.L.M. On prévient les gens ayant façade sur rue et on leur fait des propositions. Les habitants d'une courée sont « oubliés ». Une famille d'une courée doit être relogée dans un P.S.R. Sans préavis, le P.A.C.T. somme ces personnes de déménager dans les deux jours qui suivent et de payer 310 F. De plus, il faut acheter immédiatement une gazinière car l'appartement n'est pas prévu pour une cuisinière à charbon. Par la suite, des allocations « tomberont ». Mais le père est manoeuvre et le moindre à-coup dans le budget pèse lourd. Ailleurs, on démolit la moitié d'une courée. Les maisons restantes forment un îlot au milieu des décombres et des ordures.

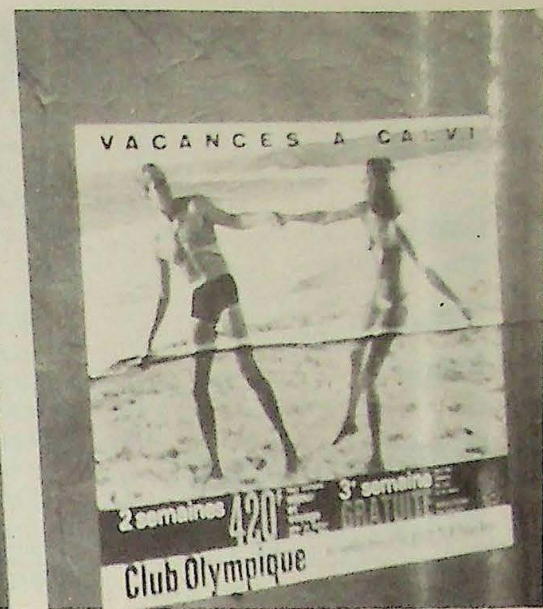
La municipalité social-démocrate joue les Ponce-Pilate. Elle pond un arrêté mettant les propriétaires en demeure de détruire des maisons inhabitables. Or, des héritiers des petits-bourgeois qui ont fabriqué les courées ont souvent vendu ces taudis à leurs habitants : les réparations auraient coûté cher. On devine l'application d'un tel arrêté chez des personnes qui ont pour tout bien une maison délabrée.

Quant au P.A.C.T., il exerce une tutelle paternaliste sur les habitants qu'il loge. Des gestionnaires qui ne sont même pas assistants sociaux, vont percevoir les loyers à la semaine. Les enquêtes sur les familles sont sans appel. Si des gens qui n'ont pas pu payer leur loyer sont expulsés, il y a une pile de candidatures dans les tiroirs. On devine la mainmise paternaliste que cela permet, ainsi que l'intrusion dans la vie privée.

Ayant passé tout cela en revue, on peut se dire que la boucle est bouclée et que la mainmise du patronat sur la ville est totale et qu'il maintient toute une classe ouvrière dans le sous-développement matériel et culturel.

## De Guesde... aux sociaux-démocrates

Elle a pourtant lutté, la classe ouvrière. A la fin du siècle dernier, Roubaix était une citadelle du guesdisme.



Dans les années trente, les gendarmes ont chargé à cheval la foule des grévistes. Des barricades se sont dressées rue des Longues-Haies. En 1936, comme en 1968, on respirait dans les usines occupées. Une bouffée d'air pur balayait l'atmosphère d'oppression.

Non contents de lutter, les travailleurs se sont organisés syndicalement et politiquement. En 1892, un socialiste Henri-Carette, est élu maire. A l'époque, on croit que la mairie sera un bastion de la classe ouvrière. Aujourd'hui encore, Roubaix a un maire S.F.I.O. Ce parti partage la municipalité avec des centristes et des indépendants.

Après des décennies à la tête de la municipalité, la S.F.I.O. peut aligner des réalisations d'hôpitaux, de logements, d'hospices, de rénovation d'un quartier de courées, etc. Mais on prend le goût de la gestion dans le cadre du capitalisme, on perd celui de l'action de masse. La classe ouvrière désaffecte progressivement ceux qui s'éloignent d'elle. On cherche des appuis électoraux parmi ceux qui défendent l'ordre établi. Et on en vient à se placer sur le terrain voulu par le pouvoir économique et à faire ses volontés. Aujourd'hui, on voit mal comment distinguer Roubaix de Tourcoing dans la gestion municipale. Et Tourcoing a un maire U.D.R. !

La Mairie a concédé un terrain du parc public à des exploiters de loisirs, elle a englouti en 1969 de coquettes sommes dans les festivités de prestige du cinquantième centenaire de la charte, elle s'apprête à augmenter les tarifs de la piscine où les habitants des taudis vont non seulement nager, mais aussi se laver. On peut allonger la liste. Quand la S.F.I.O. sort les drapeaux rouges pour des manifestations commémoratives, on est bien obligé de parler de trahison. De son côté, le P.C. chante sa complainte sur l'unité et supplie le parti socialiste de passer des accords électoraux avec lui.

## Paritarisme et répression

Récupérer une partie des dirigeants du mouvement ouvrier en les mouillant dans la gestion, appliquer aux autres la répression. Telle est partout la politique du patronat. A Roubaix, il a présenté aux syndicats la carotte du paritarisme, avec le C.I.L. et l'éducation physique interentreprises entre autres. Et certains y ont mordu allègrement. Dans l'industrie, l'activité de F.O. et de la C.F.T.C. se résume à ceci : on siège n'importe où, mais on siège, on signe n'importe quel accord sans con-

sulter la base et on envoie des communiqués aux journaux. Les militants qui mènent les luttes ouvrières, on en trouve à la C.G.T. et à la C.F.D.T. A eux les licenciements, les déclassements et les mutations arbitraires !

Quant aux militants du P.S.U. et des autres groupes révolutionnaires qui s'avisent de distribuer des tracts, un car de police fera l'affaire !

Non content de susciter par ses manœuvres les divisions dans la classe ouvrière, la bourgeoisie en crée une autre : la division ethnique. Hier, on se bagarrait entre ouvriers Français et Belges. Aujourd'hui, sévit un racisme envers les travailleurs étrangers, les Algériens en particulier, qui sont très nombreux. Alors, le patronat en profite sur tous les tableaux : une main-d'œuvre que l'on maintient aux qualifications les plus basses, privées des droits civiques et expulsables à merci. Un Algérien, membre de la Gauche Prolétarienne n'a-t-il pas été renvoyé en Algérie ? Mais pour que les travailleurs comprennent qui est l'ennemi contre lequel il faut se tourner, il en faudra beaucoup, des luttes dans lesquelles Français et étrangers seront au coude à coude face au patronat. Il n'y a pas d'autres moyens de dépasser le racisme.

Dans les années qui viennent, il faut s'attendre à des luttes difficiles à Roubaix. Tels qu'ils sont en marche, les mécanismes du profit nous promettent le sort suivant : les emplois dans le textile diminueront encore, il ne faut pas s'attendre dans un bref délai à des implantations d'industries nouvelles ; le nombre des chômeurs va donc croître ; quand la réserve de chômeurs sera suffisante, des industries nécessitant une main-d'œuvre peu qualifiée pourront s'implanter en proposant des salaires bas.

Entre temps, on verra naître des nouveaux « machins » d'union sacrée. Le patronat et les notables locaux vont battre le rappel des fantoches qui ne demandent qu'à siéger. La classe ouvrière n'a pas à « sauver Roubaix » avec des gens qui, depuis plus d'un siècle, ont pillé systématiquement cette ville. Elle a à se sauver elle-même avec ses propres armes. C'est pourquoi les axes de lutte que propose le P.S.U. s'appliquent à Roubaix avec une urgence particulière :

- Le contrôle ouvrier, notamment sur les cadences, les horaires, la formation professionnelle, l'abolition du secret des affaires, le droit au travail (embauche, licenciement).
- La lutte contre la mainmise du capital sur la ville.
- La solidarité internationale qui commence par celle entre les travailleurs français et immigrés.

## Chômage partiel assuré

Michèle Descolanges

Si vous êtes chômeur et allez vous inscrire dans un bureau de chômage, vous risquez fort de vous entendre conseiller les boîtes d'intérim. Il est même arrivé qu'un bureau de chômage, dans le même temps, dirige les chômeurs vers les boîtes d'intérim, tandis qu'il ne satisfaisait pas les demandes des employeurs.

Si vous suivez cette filière, vous serez inscrit sur les listes, disons de Manpower, ce qui fait que vous ne percevrez plus d'indemnités de chômage, ni ne pourrez plus bénéficier de la Sécurité sociale, car vous serez inscrit, mais vous n'en aurez pas pour autant un travail !

Enfin si vous êtes embauché, si la société d'intérim vous donne du travail, vous présenterez les caractéristiques suivantes :

— vous serez sous-employé : un intérimaire doit servir immédiatement, être immédiatement rentable. Il ne peut être question de perdre du temps à lui apprendre quoi que ce soit, et « qui peut le plus, peut le moins », aussi une secrétaire pourra faire une très bonne sténo-dactylo ;

— en vertu de la sous-qualification, vous briserez les cadences. Par exemple, chez Renault, les intérimaires sont souvent placés en début de chaîne : ils ne connaissent pas le rythme de travail de l'entreprise, ils s'ennuient, ils se mé-

fient des travailleurs qui se méfient également d'eux ;

— vous pourrez éventuellement briser des grèves : si on vous envoie dans une entreprise, vous ignorez tout de sa vie, on vous place à un poste. Vous pourrez au bout de quelques jours, apprendre ainsi que tous vos collègues de travail sont intérimaires et sans doute de la même boîte. Il a fallu huit jours au centre de tri de Paris-Austerlitz pour qu'on s'aperçoivent qu'une équipe entière était constituée d'intérimaires qui remplaçaient une équipe en grève...

— vous serez partiellement chômeur. Selon l'I.F.O.P., le taux d'occupation des intérimaires est de 68 à 80 % du taux d'occupation normal. Les organisations syndicales comptent un taux d'occupation beaucoup plus faible : environ 50 %. Et dans ce cas vous ne pourrez pas vous inscrire au chômage puisque vous figurez toujours sur les listes de la société d'intérim qui ne vous délivrera aucun certificat de licenciement ;

— vous ne ferez pas partie du personnel de l'entreprise à laquelle vous serez affecté, mais figurez, dans les comptes, au poste « matériel ». Ceci permettra à l'employeur de récupérer la T.V.A., et en cas de compression des dépenses, il licenciera du personnel pour embaucher des intérimaires qui lui reviennent moins cher ;

— vous ne ferez pas partie des

privilegiés qui peuvent se mettre en grève. Extrait du règlement intérieur d'Europe-Secrétariat : « La grève étant un privilège des travailleurs fixes, les intérimaires ayant un statut à part sont priés de ne pas s'approprier ce privilège. »

Alors, imaginez maintenant avoir vécu cette situation et vouloir vous faire embaucher comme AT3, chez IBM, entreprise où vous étiez intérimaire et utilisé comme tel, eh bien IBM vous embauchera comme AT2 : il faut soutenir les sociétés d'intérim, et ne pas débaucher son personnel !

Vous aurez peut-être été recruté directement par la société d'intérim, au moment où vous n'aviez pas de travail. Avec vous, beaucoup d'autres comptables ou de techniciens en informatique auront connu le même sort. Ainsi les sociétés d'intérim auront le monopole de certaines professions, et participeront harmonieusement à la destruction des petites entreprises et à la consolidation des monopoles. L'Etat y travaille aussi et met en discussion un projet de loi. (Cidessous une lettre ouverte du syndicat parisien des Travailleurs Intérimaires de la C.F.D.T.) □

P.-S. — Des camarades qui travaillent dans des sociétés d'intérim ont commencé à se réunir. Ecrire à « T.S. » avec la référence Intérim, pour prendre contact avec eux.

## Lettre ouverte

Le Syndicat parisien des Travailleurs intérimaires C.F.D.T. refuse tout projet de loi légalisant les officines de louage de main-d'œuvre dites entreprises de travail temporaire, ce projet remettant en cause d'une manière systématique la loi fondamentale interdisant le marchandage et la location de main-d'œuvre :

— ordonnance du 24 mai 1945 qui interdit le placement privé (à l'exception du personnel domestique et artistique) et fait du placement un monopole d'Etat ;

— la convention internationale numéro 96, ratifiée par la France, qui prévoit la suppression des bureaux de placement ;

— l'article 30 b du Livre 1<sup>er</sup> du Code du Travail qui prohibe le marchandage de main-d'œuvre en ces termes : « L'exploitation des ou-

vriers, ou marchandage, par des sous-entrepreneurs est interdite. »

Le projet de loi consiste finalement à conférer les prérogatives et les obligations de l'employeur à deux entreprises dont on ne sait plus laquelle a vraiment qualité d'employeur, puisque l'entreprise utilisatrice est responsable de l'application de la législation et de la réglementation du travail tandis que l'officine de louage de main-d'œuvre dite entreprise de travail temporaire est responsable de l'application de la législation de la Sécurité sociale. Le travailleur intérimaire se heurte à deux hiérarchies qui se superposent (et commencent).

Même si les officines de louage de main-d'œuvre dites entreprises de travail temporaire affirment ne pas effectuer d'opérations de placement et être de « véritables em-

ployeurs » et non des intermédiaires, elles sont, dans les faits, en contradiction avec cette réglementation. Cette situation trouve sa parfaite illustration dans les cas d'accidents du travail.

Aucun moyen de production n'étant mis à la disposition des entreprises utilisatrices dans le cadre des contrats de « prestation de services » qui les lient aux officines de louage de main-d'œuvre dites entreprises de travail temporaire, ces contrats se résolvent en un simple marchandage de main-d'œuvre avec, comme seule fin économique et financière, l'exploitation directe des travailleurs. Dans ces conditions, le problème du travailleur intérimaire ne peut être résolu que dans le cadre légal suivant : seule l'Agence nationale pour l'emploi doit avoir la possibilité de procéder à la répartition des travailleurs intérimaires entre les entre-

prises utilisatrices avec prohibition absolue de toute exploitation privée dans ce domaine d'activité même par voie de sous-traitance des tâches confiées à l'Agence nationale pour l'emploi. Par contre doivent être autorisées à titre de correspondants les coopératives ouvrières de production formées uniquement entre les travailleurs offrant leurs services aux entreprises utilisatrices par l'intermédiaire et avec l'aide de l'Agence nationale pour l'emploi. En effet, de telles coopératives ne heurtent pas le principe légal de la prohibition de marchandage de main-d'œuvre.

Nous considérons la pratique intérimaire comme un moyen de camoufler le volant de chômeurs réels

nécessaires à la société capitaliste. De plus, pour les entreprises utilisatrices, l'utilisation de travailleurs intérimaires est, contrairement aux buts proclamés, nécessaire à la réorganisation et à la renatbilité des dites entreprises.

Le Syndicat parisien des travailleurs intérimaires C.F.D.T. refuse toute responsabilité dans l'élaboration d'une loi qui marque la fin des progrès sociaux dans le monde du travail en permettant au patronat de démissionner de ses responsabilités et de reprendre à l'ensemble des travailleurs les avantages acquis en divisant la classe ouvrière puisque refusant à une partie de celle-ci, de plus en plus importante et difficilement contrôla-

ble parce qu'en sous-traitance, les « aménagements sociaux de la nouvelle société » (mensualisation, etc.) et en faisant couramment remplacer des grévistes par des travailleurs intérimaires.

En conclusion, le Syndicat parisien des travailleurs intérimaires C.F.D.T. :

— attire l'attention des autorités sur la gravité de la situation qui ne manquerait pas de découler de l'adoption d'une loi reconnaissant les officines de louage de main-d'œuvre dites entreprises de travail temporaire ;

— demande, conformément aux lois en vigueur précitées, que les officines de louage de main-d'œuvre dites entreprises de travail tem-

poraire soient déclarées illégales ;

— insiste pour que la répartition de l'ensemble des emplois à pourvoir soient confiée à l'Agence nationale pour l'emploi exclusivement.

CHAQUE  
SEMAINE  
LISEZ

**Tribune  
Socialiste**

# Une année de grève à Ivry

Michel Camouis

10 MAI 1969. — Le gérant annonce une augmentation de 20 F par mois. Les Maliens refusent de payer non seulement l'augmentation mais le loyer lui-même. Aujourd'hui la grève continue malgré les pressions et les tentatives de dispersion. Il nous paraît intéressant de revenir sur les actions menées mais aussi sur l'attitude des

divers protagonistes. Nous ne reviendrons pas sur les conditions de vie lamentables dans le foyer décrites par la presse et la télévision lors de la mort de cinq Africains à Aubervilliers.

JUIN 1969. — Aidés par des camarades français qui, depuis novembre 1968, leur font des cours d'alphabétisation, et par un collec-

tif d'avocats, ils attaquent en justice leurs exploiters. Premier contact avec la population pour constituer un comité de soutien : seuls répondent à cet appel l'U.L. C.F.D.T. qui disparaîtra après le premier contact, et le comité du tiers monde. Juillet et août passent. La section P.S.U. d'Ivry s'engage pour soutenir l'alphabétisation qui devient alors « le comité de soutien aux luttes du foyer ». Notre rôle se résumera seulement à aider à la distribution de tracts d'informations dans Ivry.

OCTOBRE 1969. — Coupure de l'eau et de l'électricité, déjà coupées en août mais rétablies sur intervention du collectif d'avocats. C'est dans de pareilles conditions que seront assassinés cinq Sénégalais à Aubervilliers. Les Maliens envoient une délégation à la mairie ; celle-ci répondra comme la préfecture : « C'est une affaire entre particuliers qui ne nous regarde pas. » Cependant elle mettra une citerne d'eau dans la rue et prêter des lampes à gaz.

DECEMBRE 1969. — Soixante policiers en civil viennent chercher une centaine de Maliens pour les reloger, paraît-il, plus décemment sur leur lieu de travail. Malgré le volontariat des locataires dont les noms ont été relevés par un certain Banou, les trente-neuf premiers partants, après s'être rendus dans un de ces foyers aussi dégueulasses, exigent à la police d'être ramenés à Ivry. La préfecture convoque alors certains leaders (mais pas Banou, jugé par la mairie comme seul représentant du foyer et reçu en tant que tel à l'U.L. C.G.T.) pour leur proposer la place de gérant ; là encore la manœuvre échoue.

Alors, le 10 janvier, devant le manque d'eau et d'électricité, des militants du comité de soutien, en accord avec les habitants du foyer, occupent les bureaux du propriétaire. Intervention de la police et arrestation de vingt et un camarades. Trois jours plus tard, les Maliens eux-mêmes vont chez le propriétaire qui refuse de rétablir eau et électricité tant que le gérant n'aura pas payé un arriéré de 7 000 francs. Devant le refus de celui-ci de payer ce prétendu arriéré, les locataires le jettent à la rue. Cela ne l'empêchera pas d'être nommé gérant du foyer malien de Montreuil quelques jours plus tard.

17 JANVIER. — Avec d'autres Maliens de la région parisienne, ils occupent l'ambassade du Mali. L'ambassadeur promet de faire rétablir l'eau et l'électricité dans les cinq jours. A la suite de cette action l'arriéré est payé par l'ambassade et tout est rétabli. Mais les autorités maliennes veulent être remboursées et, déjà, la police, le gouvernement, la préfecture, l'ambassadeur espèrent bien par ce biais-là, faire cesser la grève du loyer. Bien au contraire, les Maliens ont pris conscience qu'ils étaient une force. Aussi les promesses d'un foyer tout neuf de trois cent cinquante lits ne leur suffisent pas, ils savent que c'est par l'action et grâce à leur unité qu'ils obtiendront un foyer pour les sept cents. Ce ne sont pas les propositions ni des ministères concernés ni de la préfecture, encore moins celles de la mairie.

Pour le gouvernement et la préfecture, après l'échec de l'opération dispersion du mois de décembre, il n'y a plus qu'une solution : l'appel à Marcellin et ses C.R.S. Voici un

## VIENT DE PARAÎTRE

BERNARD LAMBERT



### les Paysans dans la lutte des classes



- La terre passe sous la domination du capitalisme industriel
- L'unité du monde paysan éclate
- Les agriculteurs, nouveaux prolétaires
- Contre la mystification réformiste
- Pour une agriculture française socialiste

SEUIL

### LES PAYSANS DANS LA LUTTE DES CLASSES par Bernard Lambert

L'irruption du capitalisme industriel dans le monde clos de l'agriculture française bouleverse les structures mentales et les institutions (propriété familiale, religion, école) sur lesquelles reposait l'unité du monde rural. Désormais, à côté des petits paysans pauvres, on voit apparaître des exploitations modernes où le chef d'entreprise devient sur sa propriété le salarié des grandes firmes industrielles de produits alimentaires. La lutte des classes s'installe à la campagne. La "révolution silencieuse" est en train de devenir bruyante. Les paysans de l'ouest l'ont montré. Leur leader, Bernard Lambert, explique pourquoi.

Préface de Michel Rocard  
Collection de poche "Politique" dirigée par Jacques Julliard - numéro 37 - volume simple : 5 F

## Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>) - C.C.P. Paris 58 26 65.  
Veuillez expédier, franco de port, à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre  
Ci-joint un chèque de .....  
M .....  
Adresse .....

extrait de la lettre du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population à la mairie d'Ivry : « Je suis plus que jamais décidé de mettre fin aux scandales que constitue le maintien de ces garnis, et je m'applique à mettre en œuvre de nouvelles mesures de résorption. J'entends cependant prendre toutes les précautions nécessaires pour que celles-ci ne puissent plus être mises en échec, et je tiens en particulier à m'assurer préalablement de l'appui très ferme de M. le ministre de l'Intérieur que je saisis de cette question. »

#### POUR LA MUNICIPALITE, TOUT N'EST PAS SI SIMPLE

S'il est vrai que le patronat et le gouvernement se débarrassent des immigrés en les parquant dans les banlieues ouvrières, ce n'est pas avec un tel argument et en attaquant les gauchistes qu'elle résoudra le problème. Ce n'est pas non plus en organisant un débat public du conseil municipal ou ni Maliens ni Ivryens peuvent prendre la parole et participer aux débats. Encore moins en employant la violence contre des camarades du comité de soutien (l'un d'entre eux eut le nez fracturé alors qu'il se rendait à un débat sur le foyer organisé par la jeunesse communiste), ni en tentant d'empêcher la diffusion de tracts d'informations sur les marchés ou en essayant de supprimer les moyens matériels de l'alphabétisation.

Poser les véritables problèmes des immigrés, c'est entreprendre auprès de la population une campagne d'explication qui pourrait heurter un certain nombre de personnes et par là même compromettre son pouvoir. Vouloir résoudre le problème du foyer en se reposant uniquement sur l'intérêt de la population locale comme le fait la municipalité P.C.F. résulte d'un compromis boiteux qui a son origine dans une pratique électoraliste. Nous en trouvons la meilleure preuve dans le procès-verbal de la demande de permis de construire. Alors que celle-ci est faite pour un foyer de « 352 places pour travailleurs célibataires en provenance d'Afrique noire », nous citons l'avis du maire : « Avis favorable sous réserve de la suppression d'un étage afin de ramener le nombre de lits à 250 environ. - Fait à Ivry-sur-Seine, le 28 octobre 1969. - Le maire d'Ivry-sur-Seine, conseiller général du Val-de-Marne. ». Hélas, toutes les suggestions des élus communistes de la région parisienne vont dans ce sens. Ainsi, le 26 mars, lors d'un meeting de soutien des sections communistes du Val-de-Marne, alors qu'un Malien s'étonnait que le maire ait réduit le nombre de places à 250 alors qu'ils sont 700, il lui fut répondu : « La mairie ne relogera que les Maliens qui travaillent à Ivry (150 environ) et d'ailleurs c'est bien fait pour vous

car vous êtes trop révolutionnaires ». Tous ces propos se passent évidemment de commentaires. Nous savons, hélas, depuis longtemps, que pour le P.C.F., l'internationalisme prolétarien à peu d'importance. Le vrai problème pour les communistes, c'est qu'ils ne peuvent pas supporter de ne pas contrôler les luttes des travailleurs qu'ils soient français ou immigrés.

Nous ne sommes pas dupes de ces propositions, mais il faut dire que la Gauche prolétarienne, par ces actions injurieuses et démagogiques envers le P.C.F. favorise les explications et les justifications de la mairie auprès de la population. En faisant intervenir un étudiant guinéen comme travailleur du foyer d'Ivry comme elle le fit au meeting anti-impérialiste à la Mutualité, comme elle le fera à Nanterre, après l'avoir fait à Censier, la Gauche prolétarienne démontre clairement qu'elle veut se servir des luttes du foyer pour les monopoliser au profit de son groupe et s'en servir pour porter ses attaques « aux communistes ». C'est pourquoi ils durent quitter le comité d'alphabétisation et qu'aujourd'hui, ils essaient de lancer leur propre cours d'alphabétisation.

C'est d'ailleurs parce qu'étudiants et travailleurs d'Ivry ou de Paris qui participent à l'alphabétisation ont su s'appuyer sur les problèmes concrets des Maliens et

obtenir leur confiance, mais aussi parce qu'ils ne s'en sont pas servis pour affirmer leur existence de groupe que le comité de soutien existe toujours. Qu'ils soient militants politiques ou inorganisés, ils nous montrent que seul le slogan à la base et dans l'action est réaliste et unificateur.

#### CEPENDANT LES PROBLEMES DEMEURENT

Si les travailleurs immigrés doivent prendre conscience par l'alphabétisation qu'ils sont exploités non seulement dans leur condition de vie mais aussi dans leur travail, comme esclaves moderne du capitalisme, nous devons, nous aussi, en prendre conscience, nous qui trop souvent les accusons de : « preneurs de boulot, de briseurs de grève, de travailleurs au rabais, de rapaces d'heures supplémentaires » et tant d'autres maux dont seuls les patrons exploités des classes laborieuses sont responsables.

Aussi nous paraît-il important que les camarades du P.S.U. dans le cadre des campagnes anti-impérialiste et du contrôle ouvrier, développent par l'explication et l'information, la solidarité active de tous les travailleurs victimes de l'impérialisme capitaliste, non seulement dans les bidonvilles et foyer taudis mais surtout sur les lieux de travail. □

## La " nouvelle société " à l'assaut de Vallourec

De notre correspondant à Lille

Vallourec-Aulnoye : 4.000 salariés. On y fabrique des tubes. Les affaires vont bien : en 1969, le bénéfice net du trust a progressé de 40 % par rapport à 1968.

Pourtant, depuis le début de l'année, les arrêts de travail se multiplient dans l'usine. Motif : des salaires parmi les plus faibles du bassin de la Sambre et une direction peu portée à la discussion...

Dans la semaine du 6 au 11 avril, les contrôleurs de laminoir, environ 90 travailleurs, particulièrement sous-payés (de 4,20 F de l'heure pour un O.S. 2 à 4,45 F pour un P1, toutes primes comprises), se lancent dans l'action par une série de débrayages quotidiens d'une heure.

Le lundi 13, devant l'indifférence de la direction à toutes leurs revendications, ils se mettent en grève illimitée. C'est alors qu'en fin de matinée le patronat de l'usine, se rappelant tout à coup le rôle indispensable des contrôleurs dans le cycle de la production, décide la mise en « chômage technique », comme il dit, des

sept cents ouvriers du train I et du finissage I. La riposte ne se fait pas attendre. Un arrêt de travail de tout le personnel, y compris les mensuels et la maîtrise, est décidé pour le lendemain matin de 10 à 12 h, afin que tous soient informés de l'état des luttes.

Mais, le mercredi matin, à 9 h, la direction renchérit. Cette fois, c'est le train III et le finissage III qu'elle lock-oute.

Aussi, lorsque, un peu plus tard, les délégués syndicaux rencontrent le patronat dans ses bureaux, ils demandent tout naturellement, et en premier lieu, la levée immédiate du lock-out frappant les trains I et III et les finissages I et III. A ceci s'ajoutent deux revendications :

— Une augmentation des salaires de 10 % ;

— La prime basée sur le taux d'embauchage.

Le directeur repousse l'ensemble des revendications. La colère monte chez les travailleurs qui décident de bloquer le directeur et ses adjoints dans le bureau afin de les contraindre à la négociation

immédiate. Mais le directeur s'obstine dans son refus, sous le prétexte, entre autres, que son pouvoir de décision est limité.

Or, voilà qu'à 15 h arrive dans l'usine le directeur général de la région Nord. Même intransigeance, même refus de discussion que le patronat local. Même sort aussi. Il est à son tour retenu dans les bureaux.

Mais le patronat de Vallourec ne badine pas avec l'« ordre », le sien, bien sûr, pas celui des travailleurs. Dans la nuit qui suit, à 1 h 30, plusieurs centaines de C.R.S. donnent l'assaut à l'usine avec une brutalité tristement notoire pour tous ceux qui ne prennent pas pour argent comptant les mirages de la « nouvelle société ».

Bilan de l'opération : vingt blessés parmi les grévistes. Une femme atteinte aux jambes par une grenade lacrymogène alors qu'elle était debout devant la grille de l'usine avec un enfant sur les bras. Une autre grenade lancée délibérément dans l'infirmerie de Vallourec où un blessé recevait des

soins. L'infirmier en blouse blanche matraqué. Quant aux bureaux de la direction, après la charge policière, ils sont dévastés.

Bouleversé par une telle sauvagerie, le bassin de la Sambre manifeste sa solidarité par des débrayages dès le jeudi et, le vendredi après-midi, se retrouve en force pour un meeting à Aulnoye.

Deux conclusions, entre autres, à tirer de tout ceci :

— Le durcissement des luttes est très sensible dans tout le bassin de la Sambre depuis quelques mois. Le patronat de cette région devient de plus en plus un patronat de combat prompt à utiliser la pire violence pour mater la classe ouvrière ;

— L'unité ouvrière sort considérablement renforcée de cet affrontement avec les « forces de l'ordre ». C'est ainsi qu'un cartel national C.G.T.-C.F.D.T. vient d'être constitué au niveau du trust Vallourec. Une arme nouvelle aux mains des travailleurs dont l'ordre ne repose pas sur les grenades et les matraques. □

# La gauche indochinoise contre l'impérialisme

Jacques Rennes

L'Indochine, face à l'agression de la contre-révolution américaine, est maintenant globalement engagée dans la voie de la révolution. Tel est le sens de la conférence qui a réuni la semaine dernière en Chine Pham Van Dong (Hanoi), Nguyen Huu Tho (F.N.L. sud-vietnamien), Souphanouvong (Pathet-Lao) et Sihanouk (Cambodge). Les parties en présence s'engagent à s'entraider et à combattre jusqu'à la victoire finale sur l'impérialisme américain.

Trop heureux de pouvoir dénoncer l'aide que les Vietnamiens peuvent apporter à la gauche cambodgienne qui se renforce dans le paysannat, les Américains parlent une nouvelle fois d'« invasion étrangère », font intervenir leur B-52, envoient des armes à Lon Nol conjointement avec les fantoches de Saïgon, et nient toute existence aux maquis khmers. Ils répètent les mensonges qui ont fait leur preuve au Laos et rejettent tous les torts sur les Nord-Vietnamiens.

Washington voudrait « vietnamiser » le Cambodge, c'est-à-dire faire faire leur politique de répression par des Asiatiques, tout en finançant et en procurant des armes. L'important est que le sang américain ne coule pas ! Mais si les Indonésiens paraissent ne pas refuser leur aide et si les Thaïlandais n'excluent pas une intervention, ces troupes ne feraient guère le poids contre la résistance qui s'organise au Cambodge. Quant à l'armée de Lon Nol, elle ne sait pas se battre et paraît se débander lorsqu'elle a en face d'elle quelques guérilleros bien entraînés. D'où ses réactions de peur, l'emploi massif et ridicule d'énormes moyens de destruction qui sèment la ruine et ne peuvent que lui aliéner la population paysanne.

## Que va faire Moscou ?

Les dirigeants de droite de Phnom-Penh continuent de faire aussi piètre figure qu'aux premiers jours de leur prise du pouvoir. Ils ont, la semaine dernière, délégué à Paris plusieurs des leurs, dont leur chef d'état-major qui a accumulé les mensonges, en particulier en ce qui concerne les massacres de Vietnamiens. Alors que la guerre faisait rage dans son pays, ce personnage a passé environ une semaine en France, apparemment peu pressé de se rendre sur le front...

L'Américain Rogers lançait samedi dernier un appel à la communauté mondiale en faveur de Lon Nol. Il a l'oreille de tous les réactionnaires d'Asie, et on se concerta de Tokyo à Bangkok, de Djakarta à Manille pour « sauver la liberté du Cambodge ». Fait plus préoccupant : Moscou n'agit guère en faveur des révolutionnaires indochinois. Son ambassadeur à Phnom-Penh a pris contact avec Lon Nol.

La longue déclaration de l'agence Tass sur la politique américaine en Asie souligne avec raison que Nixon ne songe qu'à faire tuer des Asiatiques par des Asiatiques, mais ne mentionne pas une fois le nom de Sihanouk dont les communiqués de ces dernières semaines sont à peine mentionnés dans la presse soviétique. Est-ce parce que le dirigeant khmer séjourne en Chine ? Est-ce parce que la gauche indochinoise refuse les compromis bâtarde et s'engage dans la lutte totale contre l'impérialisme, ce qui gêne les partisans d'une certaine coexistence pacifique, alors que Ford va construire une grande usine de camions en U.R.S.S. ?

Rappelons-nous aussi que, voici seulement un an, Moscou, par la bouche de Brejnev, proposait la signature d'un pacte de sécurité asiatique qui ressemblait fort à un encerclement de la Chine et ne lésait pas, en apparence, les intérêts américains dans la région. L'idée n'est plus avancée, mais elle demeure peut-être un rêve, un rêve dépassé par la situation, par la volonté des Indochinois de lutter et

des Américains d'asservir les pays de la région.

## Les Etats-Unis acculés à la guerre

En tout cas, si les Etats-Unis se lancent à la conquête du Cambodge, ce qui n'est pas exclu, c'en sera fait de leur politique de « vietnamisation » à Saïgon : un tel champ de bataille va dévorer des forces considérables et déjà sont arrêtés les retraits au compte-goutte des troupes américaines de Thaïlande. Les Américains sont piégés partout en Indochine. On pourrait s'en réjouir s'ils en tiraient une conclusion logique : le retrait inconditionnel. Mais ils ne le font pas, bien au contraire, et rien n'indique qu'ils n'iront pas, dans l'avenir, plus loin dans leur cruauté militaire qu'ils ne l'ont fait dans le passé. Tous les moyens leur sont bons. Ils ne reculeront devant rien pour tenter de gagner. Les chefs de la gauche indochinoise l'ont compris en décidant de coordonner leurs diverses luttes nationales. □



(Photo A.F.P.)

Le coup d'Etat de Phnom-Penh a accéléré l'évolution de la situation en Indochine et, dans la péninsule, le Cambodge devient un enjeu d'importance. C'est d'ailleurs à la requête de Sihanouk que la conférence tenue en Chine a été organisée. Les dirigeants de la gauche cambodgienne veulent étouffer dans l'œuf la nouvelle tentative de l'impérialisme de mettre sur pied un régime fantoche — celui de Lon Nol — et refusent tout projet de conférence internationale qui accorderait une légitimité à celui-ci. Lon Nol doit être rapidement renversé, ce qui explique l'intense activité militaire qui se déroule au Cambodge.

CHANSONS POUR LE

# VIET - NAM

Pourquoi chanter la lutte du peuple vietnamien ? On a l'habitude de considérer que chanter est futile et que cela éloigne des questions les plus brûlantes de notre époque. Il est vrai qu'aujourd'hui une grande partie de la chanson commercialisée n'a que de lointains rapports avec le monde dans lequel nous vivons.

Mais il est un autre courant, celui de la chanson politique, moyen de combat et encouragement à l'action pour le mouvement ouvrier. C'est à ce courant qu'appartiennent les « Chansons pour le Vietnam » composées par Jean Baumgarten et chantées par Simone Bartel.

Comme l'écrit l'A. F. P.  
Fille du Viet-Nam  
Jim and John  
L'assistance américaine  
par  
**SIMONE BARTEL**



**tribune**

45  
●  
tours

Commandes à TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi — Paris 15<sup>e</sup>  
C.C.P. 58 26 65  
Prix de vente ..... 8 F  
Pour les sections (à partir de  
dix exemplaires) ..... 6,50 F

Il est évident que ce n'est pas avec le cinéma que se fera la révolution. Cependant, celui-ci existe et peut être un outil entre les mains des militants.

Nous voudrions faire le point et ouvrir un débat en vue d'une meilleure utilisation des moyens cinématographiques à des fins politiques.

Nous pouvons distinguer trois modes d'utilisation.

**Intervention à propos d'un film** lors de son passage dans le circuit commercial. Celle-ci pourra être accompagnée de distribution de tracts, de prises de paroles, voire même de commentaires durant la projection. Suivant le film, projeté, nous pourrions relever ses insuffisances, en tirer les leçons, ou... le ridiculiser...

**La formule ciné-club classique** : celle-ci est intéressante bien que les dangers abondent. Le public peut ne se déplacer qu'en consommateur de spectacle, les discussions peuvent n'être qu'académiques : le film est comparé à d'autres sans qu'aucune critique de fond ne soit tentée, on peut n'en rester qu'à l'aspect superficiel : le style du film, le jeu des acteurs, le film plaît ou ne plaît pas.

Cependant, il reste que la formule « ciné-club » présente un intérêt au niveau d'un quartier ou d'une collectivité. Elle est un lieu d'échange. En outre, sans pour autant prendre le film comme prétexte — tout au contraire — une étude approfondie de celui-ci permet d'offrir une tribune pour démystifier certains phénomènes, pour contribuer à des prises de conscience. Les films sont le reflet d'une manière de voir la « réalité », reflet qu'il est utile souvent de dénoncer ou de mieux analyser.

**Le cinéma militant** : de plus en plus, les militants utilisent des documents filmés pour des stages de formation ou pour appuyer leur action.

Dans le cadre d'une campagne précise — les transports, l'urbanisme, les immigrés, la répression... — le film, d'une part, risque « d'attirer » un large public, et d'autre part, constitue un excellent support pour entamer une discussion. Un film bien choisi vaut tous les discours introductifs. Il possède une force de « persuasion »



## pour un cinéma militant

plus que tout autre moyen. Il fait voir, comprendre, « sentir ». Certains films, notamment ceux inspirés par les Etats-Généraux, décrivent des conflits, des luttes, et permettent d'éclaircir celles que nous menons. C'est pourquoi, il est entre les mains des militants un « moyen » efficace qu'il convient de manier avec discernement.

**A l'heure actuelle, de quoi disposons-nous ?** En plus de rares documents utilisables qui existent dans le circuit commercial ou même produits par la T.V., depuis mai '68, différents « groupements » sont apparus :

— **Les Etats Généraux du cinéma**, sans pour autant faire office de maison de production ou de diffusion, apportent leur soutien et leur force militante à un certain nombre de films correspondants aux normes citées ci-après :

**COMMENT LE FILM PEUT-IL ÊTRE UNE ARME DE LUTTE POLITIQUE**

- Il peut donner des informations que la presse bourgeoise, écrite et parlée, ignore délibérément (grèves locales, licenciements, luttes révolutionnaires de tous pays).
- Il peut aider à analyser les mécanismes du système capitaliste afin d'en révéler les contradictions et par là, aider à les combattre.
- Il peut servir à populariser à comprendre, à tirer des enseignements de toutes les for-

mes de luttes révolutionnaires. (Déclaration des Etats-Généraux du Cinéma, dans le Bulletin N° 3).

— **Le groupe Slon** produit et diffuse un certain nombre de films tournés par des jeunes cinéastes dont certains sont membres du Groupe Medvekin. Ce groupe est né de la rencontre entre certains réalisateurs comme Marker, Marret et des ouvriers de Besançon. Il a réalisé « Classe de Lutte », film où nous voyons une militante C.G.T. animer une grève et s'expliquer sur ses motivations, ses difficultés et ses espoirs.

— **Certifié exact** se présente comme un magazine mensuel d'information. Chaque mois, il traite d'un dossier. Il est conçu comme un instrument de travail pour les associations locales. Il a actuellement 1000 abonnés. Sa projection régulière par une section peut poser certains problèmes, soit par son contenu, soit par le sujet retenu qui peut être d'un intérêt secondaire. Sans y être abonné, il est possible d'utiliser les anciens numéros. Parmi les sujets traités, notons celui sur la grève à la R.A.T.P., la Z.U.P. de Caen et les Immigrés (ce dernier est très bien réalisé). Un numéro sur les jeunes et l'emploi est en cours de préparation.

Voir ce qui existe, dans quelle mesure et dans quel contexte on peut utiliser ces films, renseigner les sections et les militants, susciter même la

réalisation de certains films, tel est le travail du « groupe cinéma » de la commission culturelle nationale. Pour cela, il a besoin de nouveaux membres, il a besoin que lui soient communiquées les expériences en ce domaine.

Adresser toute correspondance au :

Front des Luttes Culturelles  
81, r. Mademoiselle, Paris-15  
(groupe cinéma).

**Quelques films parmi d'autres**

« **Le Coglais** » : En avril 1968, les jeunes d'un canton près de Fougères qui n'ont jamais touché à une caméra décident de réaliser un film sur les problèmes qu'ils se posent sur leur avenir et celui de leur canton. Avec l'aide de techniciens qui leur apprennent à manier la caméra, ils réalisent un film où nous retrouvons exprimés par les gens du pays tous les problèmes qui se posent à un canton rural.

Film intéressant pour toucher un large public (une fédération du Sud-Ouest l'a utilisé pour les élections cantonales).

« **Nantes Sud-Aviation** » : En mai 1968, dans la première usine occupée en France, un groupe trotskyste minoritaire mais efficace est présent. Ce sont surtout ses activités et ses options qui sont mises en avant dans ce document. Film très intéressant pour poser notamment les problèmes de la grève générale et de son organisation.

(Une section l'a utilisé dans un stage de formation.)

« **L'ordre règne à Simca ville** » : ce film rassemble des documents réunis par un groupe de cinéastes et d'ouvriers pour illustrer les conditions de vie et de travail chez Simca.

Les travailleurs n'y sont pas en mesure de s'organiser efficacement et d'exprimer leurs revendications. Cela se traduit par une relation patronat-salariés caractéristique dont on s'efforce de démonter les mécanismes : mise en condition quotidienne, moyen de pression à l'encontre des travailleurs, utilisation des « otages » étrangers, répression antisyndicale au profit du syndicat patronal.

Ce film vaut tous les discours sur la répression.

(Ces films sont disponibles en 6 mm.)

# Au service du pouvoir

Jean-Paul Mouvoux

On a dit, et c'est vrai, que les informations étaient loin d'être le seul moyen pour la télé de modeler les esprits. Les feuilletons sont peut-être l'exemple le plus clair de véhicules servant à diffuser l'idéologie dominante. Si je reviens malgré tout sur la question des actualités télévisées, c'est pour essayer de faire la critique d'un mythe qui prend certaines apparences de la vérité... En fait, qu'en est-il au juste ? Ceux qui ont réclamé la « libération de l'ORTF » peuvent-ils se féliciter d'avoir vu des progrès s'accomplir depuis le nouveau Journal télévisé ?

On ne peut pas nier qu'il y ait eu du changement. Pour ma part, j'avoue ne plus sentir mes poils se hérissier comme c'était le cas chaque fois que je voyais apparaître au petit écran la gueule de ceux qu'on a appelés les « harkis ». J'avoue avoir été impressionné par les déclarations de principe de Pierre Desgraupes et, de fait, j'ai eu l'impression que cette fois, ce n'était plus seulement le décor du studio qui changeait. Nos gardiens de l'ordre de la « nouvelle société » auraient-ils renoncé à nous conditionner les esprits ?

Intrigué je me suis amusé à « observer » les informations sur une durée d'un mois. Il est bien clair qu'avec l'équipe au pouvoir depuis un an (oui, on est tout surpris quand on reprend conscience qu'il n'y a pas encore deux ans depuis mai 68), on a affaire à des maîtres bien plus souples que notre cher vieux général... Il ne suffit pas d'affirmer que l'ORTF reste à la botte du pouvoir, ce n'est pas si simple ; le mécanisme des rapports est subtil.

Quelques exemples :

- Les événements de Nanterre dans la première quinzaine de mars : le JT de la 1<sup>re</sup> chaîne accorde une place confortable aux interviews de doyens ; il ne donne pas la parole aux gauchistes ; cependant il ne cache pas les « excès » de la police.

- 16 mars : la grève des journalistes de la presse écrite : les grévistes ont droit à quelques mots où ils ont le temps d'exposer brièvement l'essentiel de leurs objectifs : contrôle du recrutement, de l'avancement, des licenciements, indépendance à l'égard des directeurs propriétaires ; le temps de parole accordé à la direction est plus long ; le thème qu'elle développe passe

évidemment sous silence le pouvoir des propriétaires et joue sur les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent les « journaux moyens » : les revendications des grévistes risquent d'aggraver ces conditions, donc de tuer la diversité et par conséquent la liberté de la presse d'opinion. On reste sur cette conclusion.

- 5 avril : un exemple en or : le même jour, rencontre UJP et congrès UNEF. 1<sup>re</sup> chaîne, midi : 5 minutes à l'UJP, avec Poujade en scène ; sur le congrès de l'UNEF, quelques mots : le PSU a perdu le bureau. Le soir : 15 minutes sur l'UJP : Poujade, Chaban... pour l'UNEF quelques minutes avec cependant l'interview d'un trotskyste. Entre deux, Pompidou à une réunion d'anciens du lycée d'Albi.

Le principe de la 1<sup>re</sup> chaîne semble être, devant les événements où tous les jours s'affrontent les forces de la révolution et de la réaction, de paraître ne s'engager ni d'un côté ni de l'autre, et donc de donner des gages aux forces de l'opposition. Elle ne peut cependant oublier les réticences qui se sont manifestées à son égard dans les rangs de l'UDR. Il lui faut se laver du soupçon d'être « de gauche ». Elle tient en tout cas à ne pas passer pour gauchiste et il lui faut à l'occasion le rappeler par une touche plus ou moins discrète : à propos des événements de Nanterre, elle monte en épingle l'incident de la caméra des reporters, de la 2<sup>e</sup> chaîne détruite par les gauchistes : à deux reprises, deux jours de suite, avec photos étalées complaisamment à l'appui... à propos de l'exécution du diplomate allemand au Guatemala, elle reprend le terme « abject » employé par le gouvernement allemand pour qualifier cet acte ; la 2<sup>e</sup> chaîne s'est contentée de rapporter l'événement sans le qualifier et en signalant la violence venant des extrémistes de droite comme de gauche.

D'une façon générale, la 2<sup>e</sup> chaîne semble souvent plus à l'aise : là on se sent entre gens de bonne compagnie sans complexes : ils parlent aussi tranquillement du Cambodge, des vedettes entichées de la moto et des troubles en Irlande ; le congrès de l'UNEF est plus largement couvert qu'à la 1<sup>re</sup> chaîne : vues de la salle, interview du nouveau président ; on se contente simplement de glisser dans la présentation quelques allusions perfides : « Le congrès de la con-

fusion »... le bureau élu est un « gouvernement 4<sup>e</sup> République intérimaire. »

Une autre façon de glisser dans le gauchisme, c'est de regarder les choses sous l'angle « événements » : les conflits sensationnels au plan international, ce qui conduit à passer sous silence les luttes de libération en Afrique, le Tchad, l'Amérique latine ; en France, les « événements » sont ceux de la politique, ce qui conduit naturellement à nous montrer souvent les hommes du gouvernement et de la majorité ; on n'aura bien sûr pas l'idée de nous présenter un reportage même « objectif », sur les groupes gauchistes, ou de nous parler de l'arrestation du directeur de « La Cause du Peuple » : trop petits événements.

Alors quand il s'agit de faire un grand numéro on sort les personnalités politiques : « Armes égales » « Duclos - Debré » : voyez-vous, on donne la parole aux communistes ; que voulez-vous de plus ? C'est vrai que la fois suivante les adversaires en présence, sans être tout à fait blanc bonnet et bonnet blanc sont tous deux bien peu rouges. Que nous servira-t-on la prochaine fois ?

Dans l'interview à Télérama auquel j'ai fait allusion plus haut, Desgraupes déclarait son ambition de faire de la télévision un moyen d'information capable de rivaliser avec la presse écrite. Mais ce qui fait la valeur de la presse écrite, c'est qu'elle a une pensée, elle prend parti, même si c'est contradictoirement. Si je ne me trompe, Desgraupes reconnaît bien, en paroles, qu'il n'y a pas « d'objectivité ». Mais, en fait, son journal reste un journal « objectif », une sorte de « France-soir » un peu moins grossier, il lui manque une pensée. Présenter simplement le pour et le contre, sans prendre parti, ce n'est pas donner au public le moyen de se faire une opinion ; c'est le mener à se faire une absence d'opinion.

Son entreprise est d'ailleurs bien dans le style général des émissions de l'ORTF : contenter tout le monde ; donc, de temps en temps une bonne émission : l'Odyssée, les Cent livres des hommes, pour qu'on ne puisse pas dire qu'il n'y en a que pour les amateurs de Ploom ; mais pas trop d'émissions de qualité tout de même : le peuple ne supporterait pas un excès de culture.

Ainsi continuera-t-il sans

doute à en être sur le chapitre de l'information à la 1<sup>re</sup> chaîne (ne parlons pas de la 2<sup>e</sup> dont la colonisation est bien plus achevée) : une équipe qui n'est pas dépourvue d'hommes sympathiques, dirigée par un homme qui a su autrefois intéresser par l'allure de liberté qu'il donnait à « Cinq colonnes à la une ». Empêtrée dans les filets invisibles du régime, cette équipe nous donnera sans doute encore de temps en temps quelques ouvertures : un reportage honnête sur la Corée du Nord, et de bonnes intentions, comme cette émission sur les

Compagnons d'Emmaüs où l'allusion timide de l'Abbé Pierre au rôle de l'Etat et de la Révolution est étouffée par les réflexions réactionnaires de son interlocuteur qui, d'un mot, réduit à une simple logomachie toutes les propositions visant la dimension politique du problème du logement ; le tout noyé dans la discussion vaseuse des « experts ».

Pour libérer l'ORTF, il faudrait d'abord que soient libérées les forces révolutionnaires comme elles le furent, l'espace de quelques jours, il y aura bientôt deux ans. □

## Pour le Vietnam

Illuminé du sourire confiant de ceux qui ont la foi en la victoire, le visage d'une combattante vietnamienne illustre la couverture verte et rouge d'un disque qui nous va droit au cœur (1). Ces quatre chansons pour le Vietnam, écrites par notre ami Baumgarten et chantées par Simone Bartel, disent la lutte héroïque de nos camarades vietnamiens et la folie meurtrière des Etats-Unis. Elles reprennent une des grandes traditions de la chanson, hélas trop souvent oubliée, celle de la chanson révolutionnaire.

En ne considérant la chanson que sous son aspect commercial ou divertissant, on risque de négliger un véhicule important de nos dénonciations et de nos mots d'ordres. L'histoire de la poésie populaire et du mouvement ouvrier, montre assez comment les mots les plus simples dévalorisés par l'usage quotidien reprenait vigueur grâce à la musique pour se graver en formules de feu dans la mémoire des travailleurs.

Les chants de Brecht résu-

mant une expérience, précisant une acquisition, désignant un adversaire, donnaient à son théâtre une plus grande efficacité révolutionnaire. Depuis, les obligations du marché de la chanson et l'atmosphère de la profession n'ont guère permis aux chanteurs « de gauche » que d'évoquer les luttes passées (Potemkine), ou lointaines sous leur aspect le plus folklorique (chansons cubaines de Jean Ferrat). Les plus célèbres se taisent, ou n'expriment complaisamment qu'une révolte individuelle (Ferré). Presque seules loin des sentiers battus de la renommée, Francesca Solleville, Hélène Martin et Colette Magny, continuent d'exprimer courageusement la réalité sociale et politique d'aujourd'hui. Avec elles Simone Bartel et J. Baumgarten prennent au sérieux la chanson qui devient une arme et un cri. Cela coûte parfois une carrière de vouloir regarder le monde en face... □

(\*) Chansons pour le Vietnam, par Simone Bartel, 1 x 45. Librairie Tribune Socialiste.

### « P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

Rappel des numéros disponibles :

6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.  
8-9 - Histoire du P.S.U.  
10-11 - Histoire du P.C.F.  
N° 12 - La lutte du peuple palestinien et la question du Moyen-Orient.

Le numéro simple : 1 F

Le numéro double : 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « T.F.BUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

Paiement à la commande

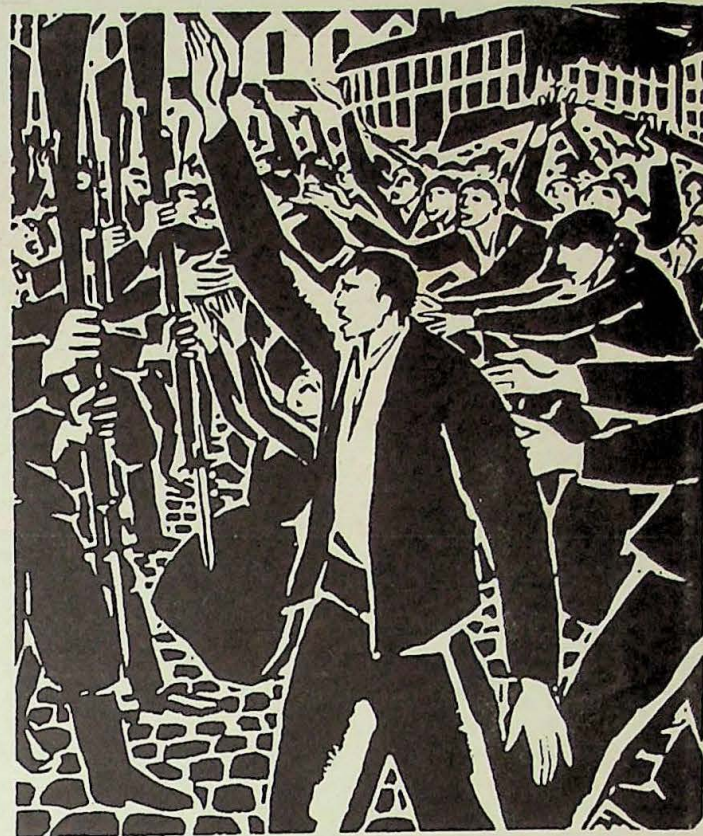
Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

# Pour un 1<sup>er</sup> mai de lutte

Ce ne sont pas seulement les militants révolutionnaires qui sont menacés et réprimés.

Ce ne sont pas seulement les soldats, les étudiants, les ouvriers de Vernon, les paysans qui sont arrêtés.

L'ensemble de la classe ouvrière et ses organisations politiques et syndicales sont visées.



## A bas la loi scélérate !

Les luttes revendicatives atomisées ne sont pas efficaces.

Les négociations sur la mensualisation entreprise par entreprise amènent souvent des résultats incomplets ou une fausse mensualisation.

Tous ensemble, en même temps, battons-nous pour

## Un seul statut du manoeuvre à l'ingénieur

C'est aux travailleurs qu'il revient de mener leurs luttes, c'est dans leurs assemblées qu'ils ont à décider de l'action et des objectifs.

**Vive  
la démocratie prolétarienne  
de masse !**

Il faut attaquer l'organisation capitaliste du travail et faire reculer la dictature patronale et l'Etat.

# IMPOSONS LE CONTROLE OUVRIER !